

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1401

13 juin 2013

SOMMAIRE

aCRE Management Company S.A.	67214	Covent Garden Holdings S.à r.l.	67207
Aircraft V.I.P. Services S.à r.l.	67205	Die Heimkinoschmiede S.à r.l.	67210
Alain Leer Architectes & Associés S.à r.l.	67205	Entreprise de Constructions Gerard-Mer- gen S. à r.l.	67246
All Consulting Europe S.A.	67205	Even Germany S.C.A.	67211
Alphacore International S.A.	67205	Game Design Entertainment SA	67222
Amundi Islamic	67205	Garage Valentine MERIS	67221
Arpagon S.A.	67202	Gesfin S.A.	67208
Asia Wood Furnitures S.A.	67208	Harsco Metals Luxequip S.A.	67202
Askania S.à r.l.	67203	High Gate Holding S.A.	67202
Azur Vintages s.à r.l.	67204	IDI Control S. à r.l.	67204
BBA Aviation Luxembourg Holdings S.à r.l.	67203	IDI Emerging Markets SA	67204
Bébébulle	67206	Ipsotx Sàrl	67202
Benoît Jonkeau S.A.	67206	JamaicaLux S.A.	67215
BoA Luxembourg S.à r.l. / B.V.	67204	Leeward 2 Private Equity Holding	67248
B.O.P. Transports S.à r.l.	67206	Luxinva S.A.	67245
Box Finance Luxembourg 1 S.à r.l.	67203	Nobles Escuyers S.A.	67203
Brean Murray Carret Luxembourg S.à r.l.	67206	Nobles Escuyers S.A.	67204
BRPV S.à r.l.	67206	Schrader Investments Luxembourg S.à r.l.	67248
Calgis Invest S.A.	67207	Sea-Tank International S.A.	67202
Canuville Holding S.A.	67207	Semra Güth S.à r.l.	67218
Charlie Shipping S.A.	67207	Tomkins Investments Luxembourg S.à r.l.	67248
Chaseopen S.A.	67207	Tremon Holding S.A.	67247

High Gate Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 166.217.

Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 21 décembre 2012 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 21 janvier 2013.

Francis KESSELER

NOTAIRE

Référence de publication: 2013052675/13.

(130064511) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2013.

Harsco Metals Luxequip S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3593 Dudelange, 100, rue de Volmerange.

R.C.S. Luxembourg B 29.280.

Les statuts coordonnés au 14 mars 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Marc Loesch

Notaire

Référence de publication: 2013052670/11.

(130064909) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2013.

Ipsotx Sàrl, Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 158.007.

Statuts coordonnés rectificatifs (en remplacement des statuts coordonnés déposés le 7 février 2013 référence L130024233), déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 avril 2013.

Référence de publication: 2013052722/11.

(130064889) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2013.

Sea-Tank International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 157.124.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch-sur-Alzette, le 25 avril 2013.

Référence de publication: 2013053607/10.

(130065745) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2013.

Arpagon S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 31, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 106.703.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013053819/9.

(130065916) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2013.

Askania S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 120.177.

Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 21 décembre 2012 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 21 janvier 2013.

Francis KESSELER

NOTAIRE

Référence de publication: 2013052439/13.

(130064489) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2013.

Box Finance Luxembourg 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5365 Munsbach, 9, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 153.279.

Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 21 décembre 2012 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 21 janvier 2013.

Francis KESSELER

NOTAIRE

Référence de publication: 2013052456/13.

(130064494) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2013.

BBA Aviation Luxembourg Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 155.587.

Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 21 décembre 2012 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 21 janvier 2013.

Francis KESSELER

NOTAIRE

Référence de publication: 2013052463/13.

(130064467) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 avril 2013.

Nobles Escuyers S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 105.148.

Les comptes annuels au 31.12.2007 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24.04.2013.

Pour: NOBLES ESCUYERS S.A.

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Isabelle Marechal-Gerlaxhe / Susana Goncalves Martins

Référence de publication: 2013053520/15.

(130065609) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2013.

Nobles Escuyers S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 105.148.

Les comptes annuels au 31.12.2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24.04.2013.

Pour: *NOBLES ESCUYERS S.A.*

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Isabelle Marechal-Gerlaxhe / Susana Goncalves Martins

Référence de publication: 2013053521/15.

(130065610) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2013.

IDI Emerging Markets SA, Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-2763 Luxembourg, 11, rue Sainte Zithe.

R.C.S. Luxembourg B 139.111.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 avril 2013.

Référence de publication: 2013053410/10.

(130065108) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2013.

IDI Control S. à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2763 Luxembourg, 11, rue Sainte Zithe.

R.C.S. Luxembourg B 165.933.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 avril 2013.

Référence de publication: 2013053409/10.

(130065522) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2013.

Azur Vintages s.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1628 Luxembourg, 7A, rue des Glacis.

R.C.S. Luxembourg B 128.544.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013053839/10.

(130066059) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2013.

BoA Luxembourg S.à r.l. / B.V., Société à responsabilité limitée.

Siège de direction effectif: L-1246 Luxembourg, 4, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 149.494.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013053848/9.

(130066078) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2013.

Alain Leer Architectes & Associés S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2324 Luxembourg, 11, avenue Pescatore.

R.C.S. Luxembourg B 144.506.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 avril 2013.

Pour compte de Alain Leer Architectes & Associés Sàrl

Fiduplan S.A.

Référence de publication: 2013053798/12.

(130066228) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2013.

Aircraft V.I.P. Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

R.C.S. Luxembourg B 110.343.

En date du 24 avril 2013, il a été mis fin à la convention de domiciliation conclue entre l'étude FRITSCH & GROZINGER, avocats à la Cour, sise à L-1371 Luxembourg, 105, Val Ste Croix et la société AIRCRAFT V.I.P. SERVICES S.à r.l., ayant siège social à L-1331 Luxembourg, 57, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, inscrite au R.C.S. Luxembourg sous le numéro B 110343.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 avril 2013.

Référence de publication: 2013053797/12.

(130065947) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2013.

Alphacore International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12D, Impasse Drosbach.

R.C.S. Luxembourg B 38.477.

Le Bilan au 31 DECEMBRE 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Référence de publication: 2013053801/10.

(130066242) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2013.

All Consulting Europe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12D, Impasse Drosbach.

R.C.S. Luxembourg B 83.386.

Le Bilan au 31 DECEMBRE 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Référence de publication: 2013053800/10.

(130065942) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2013.

Amundi Islamic, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 142.984.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 avril 2013.

Référence de publication: 2013053808/10.

(130066045) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2013.

Signature.

B.O.P. Transports S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3378 Livange, Zone Industrielle et Commerciale.
R.C.S. Luxembourg B 131.401.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013053841/10.

(130066687) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2013.

Brean Murray Carret Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.065.012.500,00.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 115.346.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013053849/9.

(130066013) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2013.

Bébébulle, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 310, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 15.726.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire Comptable B + C S.à.r.l.
Luxembourg

Référence de publication: 2013053861/11.

(130066324) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2013.

Benoît Jonkeau S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9960 Hoffelt, 6, Maison.
R.C.S. Luxembourg B 164.794.

Date de clôture des comptes annuels 31/12/2011 a été déposée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

DERENBACH, le 25/04/2013.

FRL SA
Signature

Référence de publication: 2013053844/13.

(130066032) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2013.

BRPV S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 370, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 144.694.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

STRATEGO TRUST S.A.
Domiciliataire

Référence de publication: 2013053886/11.

(130066364) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2013.

Calgis Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 85.839.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CALGIS INVEST S.A.

Référence de publication: 2013053910/10.

(130066342) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2013.

Covent Garden Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 128.161.

Les comptes consolidés au 31 Décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 avril 2013.

TMF Corporate Services S.A.

Signature

Manager

Référence de publication: 2013053908/14.

(130066334) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2013.

Canuville Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 1, rue Goethe.
R.C.S. Luxembourg B 46.301.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013053911/9.

(130065963) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2013.

Charlie Shipping S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.
R.C.S. Luxembourg B 151.193.

Les comptes annuels au 30 septembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013053920/10.

(130066593) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2013.

Chaseopen S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 83.577.

Par la présente, nous vous informons que nous dénonçons, avec effet immédiat, le siège social de droit luxembourgeois Chaseopen SA, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg sous le numéro B 83577

Luxembourg, le 12 avril 2013.

Interconsult

Signatures

Référence de publication: 2013053926/11.

(130066421) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2013.

Gesfin S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 17, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 40.245.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires tenue au siège social à Luxembourg, le 10 avril 2013

Monsieur HEITZ Jean-Marc est révoqué de ses fonctions d'administrateur.

Monsieur REGGIORI Robert, expert-comptable, né le 15.11.1966 à Metz (France), domicilié professionnellement au 17, rue Beaumont, L-1219 Luxembourg, est nommé nouvel administrateur. Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2014.

Pour extrait sincère et conforme

GESFIN S.A.

Jacopo ROSSI

Administrateur

Référence de publication: 2013049889/17.

(130061469) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2013.

Asia Wood Furnitures S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 60.000,00.

Siège social: L-1112 Luxembourg, 18, rue de l'Aciérie.

R.C.S. Luxembourg B 110.648.

L'an deux mille treize, le vingt mars.

Par-devant Maître Gérard LECUIT, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme ASIA WOOD FURNITURES S.A., ayant son siège social à L-1112 Luxembourg, 18 rue de l'Aciérie, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg, section B sous le numéro 110.648, constituée suivant acte reçu par Maître Camille MINES, notaire de résidence à Capellen en date du 5 août 2005, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 155 du 23 janvier 2006.

Les statuts de la société ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu le 4 mars 2013 par Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, en cours de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

L'assemblée est présidée par Monsieur Mustafa NEZAR, juriste, demeurant à Russange (F).

Le président désigne comme secrétaire Monsieur Guy DECKER, employé privé, demeurant à Gosseldange.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Olivier LEG, administrateur de sociétés, demeurant à L-1112 Luxembourg, 18, rue de l'Aciérie.

Le président prie le notaire d'acter que:

I.- Les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste de présence et les procurations, une fois signées «ne varietur» par les comparants et le notaire instrumentant, resteront ci-annexées pour être enregistrées avec l'acte.

II.- Il ressort de la liste de présence que les 100 (cent) actions représentant l'intégralité du capital social sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont les actionnaires ont été préalablement informés.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1. Modification de l'article 2 des statuts concernant l'objet social pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 2.** La société a pour objet l'import/export ainsi que la vente en gros et au détail de mobilier intérieur et extérieur.

Elle pourra également gérer des licences et/ou franchise commerciales ainsi que toutes activités commerciales, industrielles de nature à étendre son activité ou son objet social.

La société a également pour objet le commerce en gros et en détail, de téléphonie fixe et mobile et accessoires, matériel de protection incendie et système d'extinction d'incendie.

La société pourra prendre des intérêts sous quelque forme que ce soit dans d'autres entreprises luxembourgeoises ou étrangères, et toutes autres formes de placement, l'acquisition par achat, souscription et toute autre manière ainsi que l'aliénation par vente, échange ou toute autre manière de toutes valeurs mobilières et de toutes espèces, l'adminis-

tration, la supervision et le développement de ces intérêts. La société pourra prendre part à l'établissement et au développement de toute entreprise industrielle ou commerciale et pourra prêter son assistance à pareille entreprise au moyen de prêts, de garantie ou autrement.

La société peut réaliser toutes opérations mobilières, immobilières, financières ou industrielles, commerciales ou civiles, liées directement ou indirectement à son objet social.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres ou brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets, accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties

D'une façon générale, la société peut effectuer toute opération et faire tout investissement qu'elle considère nécessaire ou utile pour l'accomplissement de son objet, dans les limites fixées par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.»

2. divers.

B) Que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour.

C) Que l'intégralité du capital social étant représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, elle a pris à l'unanimité la résolution suivante:

Résolution Unique:

L'assemblée décide de modifier l'article 2 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 2.** La société a pour objet l'import/export ainsi que la vente en gros et au détail de mobilier intérieur et extérieur.

Elle pourra également gérer des licences et/ou franchise commerciales ainsi que toutes activités commerciales, industrielles de nature à étendre son activité ou son objet social.

La société a également pour objet le commerce en gros et en détail, de téléphonie fixe et mobile et accessoires, matériel de protection incendie et système d'extinction d'incendie.

La société pourra prendre des intérêts sous quelque forme que ce soit dans d'autres entreprises luxembourgeoises ou étrangères, et toutes autres formes de placement, l'acquisition par achat, souscription et toute autre manière ainsi que l'aliénation par vente, échange ou toute autre manière de toutes valeurs mobilières et de toutes espèces, l'administration, la supervision et le développement de ces intérêts.

La société pourra prendre part à l'établissement et au développement de toute entreprise industrielle ou commerciale et pourra prêter son assistance à pareille entreprise au moyen de prêts, de garantie ou autrement. La société peut réaliser toutes opérations mobilières, immobilières, financières ou industrielles, commerciales ou civiles, liées directement ou indirectement à son objet social.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres ou brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets, accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties

D'une façon générale, la société peut effectuer toute opération et faire tout investissement qu'elle considère nécessaire ou utile pour l'accomplissement de son objet, dans les limites fixées par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.»

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de mille (EUR 1.000.-) Euros. Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE Fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms, états et demeures, ils ont tous signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: M. NEZAR, G. DECKER, O. LEG, G. LECUIT.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 25 mars 2013. Relation: LAC/2013/13672. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-)

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 avril 2013.

Référence de publication: 2013048432/96.

(130059654) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 avril 2013.

Die Heimkinoschmiede S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6776 Grevenmacher, 7, Op der Ahlkërrech.

R.C.S. Luxembourg B 159.063.

Im Jahre zwei tausend dreizehn, den elften April.

Vor dem unterzeichneten Henri BECK, Notar mit dem Amtssitze in Echternach (Grossherzogtum Luxemburg).

SIND ERSCHIENEN:

1.- Herr Jörg MICHELS, Elektroinstallateur, wohnhaft in D-54470 Bernkastel-Kues, Friedrichstrasse, 12,

2.- Herr Jeannot SCHMITZ, Elektro-Mechaniker, wohnhaft in L-5424 Gostingen, Am Kundel 11.

Welche Kompargenten dem unterzeichneten Notar erklärten, dass sie die alleinigen Anteilhaber der Gesellschaft mit beschränkter Haftung Die Heimkinoschmiede S.à r.l. sind, mit Sitz in L-5424 Gostingen, Am Kundel 11, eingetragen beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg unter der Nummer B 159.063 (NIN 2011 2404 814).

Dass besagte Gesellschaft gegründet wurde zufolge Urkunde aufgenommen durch Notar Joëlle BADEN, mit dem Amtssitze in Luxemburg, am 25. Januar 2011, veröffentlicht im Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations Nummer 1028 vom 17. Mai 2011.

Dass das Gesellschaftskapital sich auf ZWÖLF TAUSEND FÜNF HUNDERT EURO (€ 12.500.-) beläuft, eingeteilt in ein hundert (100) Anteile von je EIN HUNDERT FÜNFUNDZWANZIG EURO (€ 125.-) zugeteilt wie folgt:

1.- Herr Jörg MICHELS, Elektroinstallateur, wohnhaft in D-54470 Bernkastel-Kues, Friedrichstrasse,	
12, einundfünfzig Anteile	51
2.- Herr Jeannot SCHMITZ, Elektro-Mechaniker, wohnhaft in L-5424 Gostingen,	
Am Kundel 11, neunundvierzig Anteile	49
Total: ein hundert Anteile	100

Alsdann haben die Kompargenten den unterzeichneten Notar ersucht Nachstehendes wie folgt zu beurkunden:

Anteilübertragung

Herr Jeannot SCHMITZ, vorgenannt, überträgt und überlässt hiermit unter der Gewähr Rechtens neunundvierzig (49) ihm gehörende Anteile an besagter Gesellschaft an den hier anwesenden und dies annehmenden Herrn Jörg MICHELS, vorgenannt, für den Betrag von dreizehn tausend Euro (€ 13.000.-).

Herr Jörg MICHELS ist von heute an Eigentümer der ihm übertragenen Anteile mit allen daran verbundenen Rechten und Pflichten.

Er erklärt eine genaue Kenntnis sowohl der Statuten als auch der finanziellen Lage der Gesellschaft zu haben

Der Kaufpreis ist unverzüglich nach Beurkundung fällig. Die Zahlungsmodalitäten werden zwischen den Parteien vereinbart.

Das Gewinnbezugsrecht geht auf den Erwerber mit Anteilsübertragung einschliesslich Bilanzgewinn und -verlust über.

Herr Jörg MICHELS und Herr Jeannot SCHMITZ, handelnd in ihrer Eigenschaft als Geschäftsführer der Gesellschaft „Die Heimkinoschmiede S.à r.l.“, erklären im Namen der Gesellschaft diese Abtretungen von Gesellschaftsanteilen anzunehmen, mit Freistellung von der in Artikel 1690 des Zivilgesetzbuches vorgesehenen Zustellung.

Alsdann ersuchte der jetzige alleinige Gesellschafter, Herr Jörg MICHELS, vorgenannt, den instrumentierenden Notar die nachfolgenden Beschlüsse zu beurkunden wie folgt:

Erster Beschluss

Der alleinige Gesellschafter beschliesst aufgrund der vorhergehenden Anteilübertragung Artikel 6 der Statuten abzuändern um ihm folgenden Wortlaut zu geben:

" **Art. 6. Gesellschaftskapital.** Das Gesellschaftskapital beträgt ZWÖLF TAUSEND FÜNF HUNDERT EURO (€ 12.500.-), aufgeteilt in ein hundert (100) Anteile von je EIN HUNDERT FÜNFUNDZWANZIG EURO (€ 125.-) alle zugeteilt Herrn Jörg MICHELS, Elektroinstallateur, wohnhaft in D-54470 Bernkastel-Kues, Friedrichstrasse, 12."

Zweiter Beschluss

Der alleinige Gesellschafter nimmt den Rücktritt von Herrn Jeannot SCHMITZ als Geschäftsführer der Gesellschaft an und erteilt ihm Entlastung für die Ausübung seines Mandats.

Herr Jörg MICHELS, vorgenannt, ist nunmehr alleiniger Geschäftsführer der Gesellschaft „Die Heimkinoschmiede S.à r.l.“, mit der Befugnis die Gesellschaft unter allen Umständen durch seine alleinige Unterschrift rechtsgültig zu vertreten und zu verpflichten.

Dritter Beschluss

Der alleinige Gesellschafter beschliesst den Sitz der Gesellschaft von Gostingen nach Grevenmacher zu verlegen, und demgemäss den ersten Absatz von Artikel 5 der Statuten abzuändern wie folgt:

„ **Art. 5. Gesellschaftssitz. (Absatz 1).** Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Grevenmacher.“

Vierter Beschluss

Der alleinige Gesellschafter legt die genaue Anschrift der Gesellschaft wie folgt fest: L-6776 Grevenmacher, 7, op der Ahlkërrech.

WORÜBER URKUNDE, aufgenommen in Echternach, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung alles Vorstehenden an die Komparenten, dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben dieselben mit dem Notar die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: J. MICHELS, J. SCHMITZ, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 16 avril 2013. Relation: ECH/2013/703. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): J. M. MINY.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, auf Begehr erteilt, zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, den 18. April 2013.

Référence de publication: 2013050522/69.

(130061697) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 avril 2013.

Even Germany S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Capital social: EUR 36.061,25.

Siège social: L-1460 Luxembourg, 48, rue d'Eich.

R.C.S. Luxembourg B 121.940.

In the year two thousand and thirteen on the twenty-seventh day of March.

Before Me Paul Decker, notary, residing in Luxembourg,

was held an extraordinary general meeting of EVEN GERMANY S.C.A., having its registered office at 48, rue d'Eich, L-1460 Luxembourg, incorporated by deed of Me Paul BETTINGEN, notary residing at Niederanven, on 27 November 2006, published in Memorial C, number 185 on 15 February 2007 (the "Company"). The articles of association of the Company have been amended for the last time by deed of the notary Me Paul BETTINGEN, notary residing at Niederanven, on 6 September 2010, published in Memorial C, number 2371, on 5 November 2010.

The meeting was presided by Me Martin Michard, attorney-at-law, professionally residing in Luxembourg.

The chairman appointed as secretary Mrs Virginie Pierru, private employee, professionally residing in Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer, Mrs Géraldine Nucera, private employee, professionally residing in Luxembourg.

The chairman declared and requested the notary to state that:

I) It appears from an attendance list established and certified by the members of the bureau that all the shareholders of the Company are duly represented at this meeting.

II) The shareholders confirm through their proxyholder having knowledge of the agenda of the meeting and the proxyholder waives, in the name and for the account of the shareholders, the convening formalities. Considering the above, the shareholders may validly vote, through their proxyholder, with respect to their shares on all the items of the agenda below.

The attendance list, signed by the proxyholder of the shareholders represented and the members of the bureau, shall remain attached together with the proxies to the present deed and shall be filed at the same time with the registration authorities.

The agenda of the meeting is the following:

Agenda

1. Amendment of article 5 (Issued and authorised share capital) of the articles of association of the Company according to resolutions of the board of Managers dated on 21 March 2013, in order to renew the authorisation of the Manager to issue, from time to time and for a period of five (5) years starting from the date of the amendment of the articles of association of the Company, further A Shares with or without issue premium and B Shares without issue premium, in order to bring the total issued share capital of the Company up to the amount of the total authorised share capital.

2. Confirmation of the amount of the total authorised share capital so that the sixth paragraph of article 5 of the articles of association of the Company should read as follows: "The Company shall have an authorised share capital of up to one hundred twenty five million euro (EUR 125,000,000.-) divided into eighty million (80,000,000) A Shares having a par value

of one euro and twenty-five cents (EUR 1.25) each and twenty million (20,000,000) B Shares having a par value of one euro and twenty-five cents (EUR 1.25) each".

The meeting took the following resolutions:

First resolution

It is hereby resolved at this meeting of the shareholders of the Company to amend article 5 (Issued and authorised share capital) of the articles of association of the Company, according to resolutions and on report of the board of the Managers dated on 21 March 2013, in order to renew the authorisation of the Manager to issue, from time to time and for a period of five (5) years starting from the date of the amendment of the articles of association of the Company, further A Shares with or without issue premium and B Shares without issue premium, in order to bring the total issued share capital of the Company up to the amount of the total authorised share capital.

Second resolution

It is hereby resolved that the total amount of the authorised share capital is one hundred twenty five million euro (EUR 125,000,000.-) divided into eighty million (80,000,000) A Shares having a par value of one euro and twenty-five cents (EUR 1.25) each and twenty million (20,000,000) B Shares having a par value of one euro and twenty-five cents (EUR 1.25) each.

Third resolution

Following the two resolutions above, it is hereby resolved to amend paragraph six and paragraph seven of article 5 (Issued and authorised share capital) of the articles of association of the Company, so that they replace the former paragraph six and paragraph seven of article 5 and read as follows:

"The Company shall have an authorised share capital of up to one hundred twenty five million euro (EUR 125,000,000) divided into eighty million (80,000,000) A Shares having a par value of one euro and twenty-five cents (EUR 1.25) each and twenty million (20,000,000) B Shares having a par value of one euro and twenty-five cents (EUR 1.25) each.

The Manager is hereby authorised for a period of five (5) years starting on the date of this amendment of the articles of association of the Company to issue, from time to time, further A Shares with or without issue premium and B Shares without issue premium to bring the total issued share capital of the Company up to the total authorised share capital. The Manager may issue new A Shares and B Shares referring to the total or a part of the amount of the authorised share capital as the Manager in its discretion may determine. The Manager may further accept subscriptions for such newly issued A Shares and B Shares."

For the avoidance of doubt, it is hereby resolved and confirmed that, apart from the above referenced paragraph six and paragraph seven of article 5 (Issued and authorised share capital) of the articles of association of the Company, all the other provisions of article 5 remain unchanged and applicable and in full force and effect as such.

There being no further business, the meeting was closed.

Costs

The costs, expenses, remuneration or charges in any form whatsoever incumbent to the Company and charged to it by reason of the present deed are assessed at one thousand eighty nine euro (EUR 1.089).

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that on request of the members of the bureau, this deed is worded in English followed by a German translation. On request of the members of the bureau and in case of divergences between the English and the German text, the English version will be prevailing.

Whereof this deed was drawn up in Luxembourg on the date set at the beginning of this deed.

This deed having been read to the members of the bureau, all known to the notary by first and surname, civil status and residence, they signed together with the notary the present deed.

Follows the german version:

Im Jahre zweitausendunddreizehn, den siebenundzwanzigsten März.

Vor dem unterzeichneten Notar Paul Decker, mit dem Amtswohnsitz in Luxemburg,

sind die Aktionäre der Kommanditgesellschaft auf Aktien EVEN GERMANY S.C.A., mit Sitz in 48, rue d'Eich, L-1460, Luxemburg, zu einer außerordentlichen Generalversammlung zusammengetreten. Die Kommanditgesellschaft auf Aktien EVEN GERMANY S.C.A. wurde gegründet gemäß notarieller Urkunde, aufgenommen durch den amtierenden Notar Paul BETTINGEN, mit Amtssitz in Niederanven, am 27. November 2006, veröffentlicht im Mémorial C, Nummer 185 vom 15. Februar 2007 (die „Gesellschaft"). Die Satzung wurde zuletzt abgeändert gemäß notarieller Urkunde des Notars Paul Bettingen, mit Amtssitz in Niederanven, vom 6. September 2010, veröffentlicht im Mémorial C, Nummer 2371, vom 5. November 2010.

Die Versammlung wird unter dem Vorsitz von Herrn Martin Michard, Rechtsanwalt, wohnhaft in Luxemburg, eröffnet.

Der Vorsitzende beruft zum Schriftführer Frau Virginie Pierru, Privat Angestellte, wohnhaft in Luxemburg.

Die Versammlung wählt zum Stimmenzähler Frau Géraldine Nucera, Privat Angestellte, wohnhaft in Luxemburg.

Der Vorsitzende erklärt und ersucht den Notar zu diesem Zustand:

I) Es folgt aus der Anwesenheitsliste, vorbereitet bei und von den Mitgliedern des Präsidiums zertifiziert, dass alle Aktionäre der Gesellschaft ordnungsgemäß in dieser Versammlung vertreten sind.

II) Die Aktionäre bestätigen durch ihren Bevollmächtigten, dass sie die Kenntnis der Tagesordnung der Sitzung haben und der Bevollmächtigte verzichtet, im Namen und für Rechnung der Aktionären, auf die Einberufungsformalitäten. In Anbetracht der obigen dürfen die Aktionäre, durch ihren Bevollmächtigten, alle Beschlüsse fassen, die in Bezug auf ihre Anteile an allen Punkten der Tagesordnung erwähnt sind.

Die Anwesenheitsliste, die von dem Bevollmächtigten der Aktionären und der Mitgliedern des Präsidiums unterzeichnet wurde, ist zusammen mit den Vollmachten bezüglich der gegenwärtigen Urkunde vorgelegt, und wird zur gleichen Zeit den zuständigen Behörden eingereicht.

Die Tagesordnung hat folgenden Wortlaut:

Tagesordnung

1. Änderung von Artikel 5 (Aktienkapital und genehmigtes Kapital) der Satzung der Gesellschaft, gemäss den Beschlüssen und auf den Bericht der Managers hin vom 21. März 2013, um die Genehmigung des Managers zu erneuern, von Zeit zu Zeit weitere A Aktien mit oder ohne Aktienagio sowie weitere B Aktien ohne Aktienagio auszugeben, für eine Periode von fünf (5) Jahren, beginnend an dem Datum der Änderung der Satzung der Gesellschaft, um das gesamte Aktienkapital der Gesellschaft bis zur Höhe des genehmigten Kapitals zu erhöhen.

2. Bestätigung des Betrags des gesamten genehmigten Kapitals, so dass der sechste Absatz von Artikel 5 der Satzung der Gesellschaft wie folgt lautet: „Die Gesellschaft hat ein genehmigtes Kapital in Höhe von bis zu einhundert fünfundzwanzig Millionen Euro (EUR 125.000.000,-) eingeteilt in achtzig Millionen (80.000.000,-) A Aktien mit einem jeweiligen Nominalwert von einem Euro und fünfundzwanzig Cents (EUR 1,25) und zwanzig Millionen (20.000.000,-) B Aktien mit einem jeweiligen Nominalwert von einem Euro und fünfundzwanzig Cents (EUR 1,25).“

Die Versammlung hat die folgenden Beschlüsse gefasst:

Erster Beschluss

Es wird die Änderung von Artikel 5 (Aktienkapital und genehmigtes Kapital) der Satzung der Gesellschaft beschlossen, gemäss den Beschlüssen und Vorschlag des Managers vom 21. März 2013, um die Genehmigung des Managers zu erneuern, von Zeit zu Zeit weitere A Aktien mit oder ohne Aktienagio sowie weitere B Aktien ohne Aktienagio auszugeben, für eine Periode von fünf (5) Jahren, beginnend an dem Datum der Änderung der Satzung der Gesellschaft, um das gesamte Aktienkapital der Gesellschaft bis zur Höhe des genehmigten Kapitals zu erhöhen.

Zweiter Beschluss

Es wird beschlossen, dass der Betrag des gesamten genehmigten Kapitals einhundert fünfundzwanzig Millionen Euro (EUR 125.000.000,-) ist, eingeteilt in achtzig Millionen (80.000.000,-) A Aktien mit einem jeweiligen Nominalwert von einem Euro und fünfundzwanzig Cents (EUR 1,25) und zwanzig Millionen (20.000.000,-) B Aktien mit einem jeweiligen Nominalwert von einem Euro und fünfundzwanzig Cents (EUR 1,25).

Dritter Beschluss

Im Hinblick auf die o.g. Beschlüsse wird hiermit weiter beschlossen, Absatz sechs und Absatz sieben des Artikels 5 (Aktienkapital und genehmigtes Kapital) der Satzung der Gesellschaft abzuändern, so dass die bisherigen Absatz sechs und Absatz sieben des Artikels 5 ersetzt werden und wie folgt lauten:

„Die Gesellschaft hat ein genehmigtes Aktienkapital in Höhe von bis zu einhundert fünfundzwanzig Millionen Euros (EUR 125.000.000,-) eingeteilt in achtzig Millionen (80.000.000,-) A Aktien mit einem jeweiligen Nominalwert von einem Euro und fünfundzwanzig Cents (EUR 1,25) und zwanzig Millionen (20.000.000,-) B Aktien mit einem jeweiligen Nominalwert von einem Euro und fünfundzwanzig Cents (EUR 1,25).“

Der Manager ist für eine Periode von fünf (5) Jahren, beginnend an dem Datum der Änderung der Satzung der Gesellschaft, bevollmächtigt, von Zeit zu Zeit weitere A Aktien mit oder ohne Aktienagio sowie weitere B Aktien ohne Aktienagio auszugeben, um das gesamte Aktienkapital der Gesellschaft bis zur Höhe des genehmigten Kapitals zu erhöhen. Der Manager kann, nach eigener Entscheidung, neue A und B Aktien ausgeben, welche entweder gesamt oder zum Teil dem Wert des genehmigten Kapitals entsprechen. Der Manager kann außerdem Zeichnungsaufträge für die Ausgabe solcher A und B Aktien annehmen.“

Zur Vermeidung von Zweifeln wird hiermit beschlossen und bestätigt, dass, abgesehen von dem oben genannten Absatz sechs und Absatz sieben des Artikels 5 (Aktienkapital und genehmigtes Kapital) der Satzung der Gesellschaft, alle anderen Bestimmungen des Artikels 5 unverändert und geltend und in voller Kraft und Wirkung bleiben.

Da hiermit die Tagesordnung erschöpft ist, wird die Versammlung aufgehoben.

Ausgaben

Die Kosten, Ausgaben, Entschädigungen oder ähnliche Gebühren in jeglicher Form, welche von der Gesellschaft als Ergebnis der vorliegenden Urkunde zu tragen sind, werden auf ungefähr ein tausend neuen und achtzig Euro (EUR 1.089) geschätzt.

Der unterzeichnende Notar, welcher die englische Sprache spricht und versteht, bestätigt hiermit, dass auf Anweisung der Mitgliedern des Präsidiums die vorliegende Satzung in englischer Sprache gefolgt von einer Deutschen Übersetzung verfasst ist, und dass auf Hinweis denselben Mitgliedern des Präsidiums im Falle von inhaltlichen Unterschieden zwischen den sprachlichen Versionen, die englische Version entscheidend sein soll.

Worüber Urkunde, aufgenommen zu Luxembourg, Datum wie am Anfang dieser Urkunde erwähnt.

Nachdem diese Urkunde den Mitgliedern des Präsidiums, welche dem unterzeichneten Notar durch Name, Nachname, Familienstand und Anschrift bekannt sind, vorgelesen wurde, haben sie zusammen mit dem Notar diese Urkunde unterzeichnet.

Signé: V. PIERRU, G. NUCERA, M. MICHARD, P. DECKER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 3 avril 2013. Relation: LAC/2013/15194. Reçu 75,- € (soixante-quinze Euros).

Le Receveur (signé): Irène THILL.

Pour copie conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 avril 2013.

Référence de publication: 2013049827/161.

(130061094) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2013.

aCRE Management Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1720 Luxembourg, 2, rue Heinrich Heine.

R.C.S. Luxembourg B 147.175.

Rectificatif du dépôt numéro L120216796, déposé le 17/12/12.

Im Jahre zweitausendunddreizehn, am dritten April.

Vor Notar Henri HELLINCKX, mit Amtssitz zu Luxembourg.

Ist erschienen:

Herrn Rüdiger Sailer, Head of Corporate Services, beruflich ansässig in 21, Avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, handelnd als Bevollmächtigter der aeris CAPITAL Bardeen Holding GmbH, einer Schweizer Gesellschaft mit beschränkter Haftung mit Sitz in Churerstraße 70, CH-8808 Pfäffikon, Schweiz, und eingetragen im Handelsregister des Kantons Schwyz unter CH-130.4.012.922-3,

aufgrund einer privatschriftlicher Vollmacht ausgestellt am 21. November 2012, und welche der notariellen Urkunde vom 3. Dezember 2012 als Anlage beigelegt ist.

Der Erschienene ersucht den Notar zu beurkunden, dass aufgrund einer außerordentlichen Generalversammlung vom 3. Dezember 2012, beurkundet durch den unterzeichneten Notar, veröffentlicht im Mémorial, Recueil Spécial C, Nummer 196 vom 26. Januar 2013, die Gesellschaft aCRE Management Company S.A. in Liquidation gesetzt wurde.

Der erste Beschluss der außerordentlichen Generalversammlung vom 3. Dezember 2012 lautet irrtümlicherweise wie folgt:

„Erster Beschluss

aeris CAPITAL Bardeen Holding GmbH, vorgenannt, ist Inhaberin aller aktuell im Umlauf befindenden 125 Aktien der vorgenannten BARDEEN Management Company S.A..

Der so benannte alleinige Gesellschafter erklärt die Gesellschaft aCRE Management Company S.A. mit sofortiger Wirkung aufzulösen und in Liquidation zu setzen."

Der Erschienene erklärt hiermit diesen Beschluss wie folgt zu berichtigen:

„Erster Beschluss

aeris CAPITAL Bardeen Holding GmbH, vorgenannt, ist Inhaberin aller aktuell im Umlauf befindlichen 125 Aktien der vorgenannten aCRE Management Company S.A..

Der so benannte alleinige Gesellschafter erklärt die Gesellschaft aCRE Management Company S.A. mit sofortiger Wirkung aufzulösen und in Liquidation zu setzen."

Worüber Urkunde, aufgenommen zu Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an den Erschienenen, dem beurkundenden Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, sowie Stand und Wohnort bekannt, hat derselbe mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: R. SAILER und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 8 avril 2013. Relation: LAC/2013/15981. Reçu douze euros (12,- EUR) .

Le Receveur (signé): I. THILL.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations erteilt.

Luxemburg, den 18. April 2013.

Référence de publication: 2013049596/43.

(130061115) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2013.

JamaicaLux S.A., Société Anonyme (en liquidation).

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 128.026.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

IN THE YEAR TWO THOUSAND AND THIRTEEN,

ON THE NINTH OF APRIL.

Before Us, Maître Cosita DELVAUX, notary residing in Redange-sur-Attert, Grand-Duchy of Luxembourg.

Is held the Extraordinary General Shareholders' Meeting of the company JamaicaLux S.A., société anonyme, having its registered office at L-1420 Luxembourg, 5, Avenue Gaston Diderich, incorporated on May 2, 2007 pursuant to a deed drawn-up by Maître Jacques DELVAUX, then notary residing in Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1387 of July 6, 2007, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register number B 128026.

That the company has been dissolved and its liquidation has been pronounced by a deed of Maître Jacques DELVAUX, prenamed, on December 1, 2009, published in the Mémorial C, number 190 of January 29, 2010.

The company's capital is fixed at EUR 32,000.- (thirty-two thousand Euro) represented by 16.000 (sixteen thousand) shares of EUR 2.- (two Euro) each, all fully paid-up.

The meeting is opened and presided over by Mr. Xavier MANGIULLO, private employee, with professional address at L-1420 Luxembourg, 5, Avenue Gaston Diderich.

The Chairman appoints as secretary Mrs. Concetta DEMARINIS, private employee, with professional address at L-1420 Luxembourg, 5, Avenue Gaston Diderich.

The Meeting elects as scrutineer Mr. Xavier MANGIULLO, private employee, with professional address at L-1420 Luxembourg, 5, Avenue Gaston Diderich.

The bureau of the meeting having thus been constituted, the Chairman declares and requests the notary to state that:

I) The shareholders present or represented at the meeting as well as the number of shares held by them have been inscribed on an attendance list signed by the shareholders present and by the proxyholders of those represented, and the members of the meeting declare to refer to this attendance list, as set up by the members of the bureau of the meeting.

The aforesaid attendance list, having been signed "ne varietur" by the parties and the acting notary, will remain attached to the present deed with which it will be registered.

Will also remain attached to the present deed with which it will be registered the proxies given by the represented shareholders to the present meeting, signed "ne varietur" by the parties and the acting notary.

II) That the convocations containing the agenda were sent to all registered shareholders of the Company on March 21, 2013.

That convening notices including the agenda of the meeting have been published in the "Memorial C" of March 19, 2013, number 660 and of March 28, 2013, number 749.

III) That the agenda of the present meeting is as follows:

Agenda

1. Presentation and approval of the report of the auditor to the liquidation;
2. To release all responsibility to the directors and internal auditor in charge at the moment that the company was got in liquidation;
3. To release all responsibility of the liquidators and of the auditor to the liquidation;
4. Payments that will be done following the report of the liquidators and of auditor to the liquidation, and transfer to the shareholders of the residual net assets;
5. Attribution of powers to the liquidator to do after the liquidation all the financial activities and others, necessary to finalize the material closing of the liquidation;

6. Designation of the place where the documents and files of the company will have to be deposit and will have to be kept for five years;

7. Closing of the liquidation process;

8. Miscellaneous.

IV) In order to validly deliberate on the agenda, a quorum of 50% of the capital of the Company is required to be present or represented.

A first meeting was held on December 19, 2012, with the same agenda, where the chairman declared: "Although, that it results from the attendance list that more than half of the shares issued are duly represented at this meeting which consequently is regularly constituted and may deliberate and decide upon the aforementioned agenda of the meeting according to article 67-1 of the law of commercial companies, the chairman declares that a second meeting will be soon convened to deliberate upon the aforementioned agenda. This second meeting of the shareholders may then validly decide notwithstanding the number of shares present or represented."

As a result of the foregoing, the Meeting is regularly constituted and may validly deliberate on the items of the agenda:

First resolution

After having heard the report of the auditor to the liquidation Marco Sterzi with professional address at L-1420 Luxembourg, 5, Avenue Gaston Diderich, concerning the examination of the work of the Liquidators and the liquidation accounts, the Shareholders approve the Auditor's report to the liquidation.

Second resolution

The Shareholders gives full discharge to the directors and internal auditor in charge at the moment that the company was got in liquidation for their respective mandate.

Third resolution

The Shareholders give full discharge to the liquidator and to the auditor to the liquidation, regarding the execution of their mandate.

Fourth resolution

The Shareholders appoint the Liquidators, Mr Thierry Champougny, born on March 1, 1974 in Grasse, France, with professional address a L-2227 Luxembourg, 18, Avenue de la Porte Neuve, and Mr Franco Toscano, born on November 23, 1967 in Torino, with professional address at L-2227 Luxembourg, 18, Avenue de la Porte Neuve, to do the closing by the way as suggested by the report of the liquidators and the report of the auditor to the liquidation, and transfer to the shareholder the residual net assets

Fifth resolution

The Shareholders appoint the Liquidators, Mr Thierry Champougny, and Mr Franco Toscano, prenamed, to do after the liquidation all financial transactions and other operations to achieve the closure of the material liquidation, including possibly conducting litigations in this matter.

Sixth resolution

The Shareholder resolve that the documents and files of the Company will be kept for a period of five (5) years following the liquidation at L-2227 Luxembourg, 18, Avenue de la Porte Neuve.

Seventh resolution

The Shareholder resolve to close the liquidation of the company JamaicaLux S.A. which will cease to exist.

Closure of the meeting

The foregoing resolutions have been taken separately and unanimously.

As the agenda is exhausted and nobody requests anymore for the floor, the Chairman declares the meeting closed.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in French, followed by an English version, on request of the same appearing people and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be prevailing.

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the company as a result of its formation are estimated at approximately EUR 1,000.-.

In faith of which we, the undersigned notary, set our hand and seal on the present deed, in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read and translated into a language known by people appearing, all of whom are known to the notary by their surnames, Christian names, civil status and residence, the said people appearing signed together with us, notary, the present deed.

Suit la traduction en langue française du texte qui précède

L'AN DEUX MILLE TREIZE, LE NEUF AVRIL.

Par-devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Redange-sur-Attert, Grand-Duché de Luxembourg.

Se réunit l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société JamaicaLux S.A., société anonyme, ayant son siège social à L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich, constituée en date du 2 mai 2007 aux termes d'un acte reçu par Maître Jacques DELVAUX, alors notaire de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1387 du 06 juillet 2007, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, à la section B, sous le numéro 128026.

La société a été dissoute et mise en liquidation suivant acte reçu par Maître Jacques DELVAUX, prénommé, en date du 1 décembre 2009, publié au Mémorial C numéro 190 du 29 janvier 2010.

Le capital social est fixé à EUR 32.000,- (trente-deux mille euros) représenté par 16.000 (seize mille) actions d'une valeur nominale de EUR 2,- (deux euros), toutes entièrement libérées. L'assemblée est ouverte sous la présidence de M. Xavier MANGIULLO, employé privé, demeurant professionnellement à L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich,

Le Président nomme comme secrétaire Mme Concetta DEMARINIS, employée privée, demeurant professionnellement à L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.

L'Assemblée choisit comme scrutateur M. Xavier MANGIULLO, employé privé, demeurant professionnellement à L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.

Monsieur le Président déclare et prie le notaire instrumentant d'acter:

I) Que les actionnaires présents ou représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire instrumentant.

Cette liste de présence ainsi que les procurations après avoir été signées "ne varietur" resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités d'enregistrement.

II) Le convocations contenant l'agenda ont été envoyés aux actionnaires nominatifs par lettre en date du 21 mars 2013.

La présente Assemblée a été convoquée par des annonces contenant l'ordre du jour parues dans le "Mémorial C" du 19 mars 2013, numéro 660 et du 28 mars 2013, numéro 749.

III) Que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1. Présentation et approbation du rapport du commissaire vérificateur à la liquidation;
2. Décharge à accorder aux administrateurs et au commissaire aux comptes en fonctions lors de la mise en liquidation de la Société;
3. Décharge aux liquidateurs et au commissaire à la liquidation pour leur mandat respectif;
4. Paiements à effectuer selon le rapport du commissaire vérificateur, notamment remboursement des soldes restant aux actionnaires.
5. Donner pouvoir au liquidateur d'effectuer encore après la clôture de la liquidation toutes les opérations financières et autres, nécessaires pour réaliser la clôture matérielle de la liquidation;
6. Désignation de l'endroit désigné où les livres et documents sociaux devront être déposés et conservés pendant cinq ans;
7. Clôture de la liquidation;
8. Divers.

IV) Pour valablement délibérer sur l'ordre du jour, le quorum de 50 % du capital de la société doit être présent ou représenté.

Une première réunion a été tenue le 19 décembre 2012 avec le même ordre du jour, où le Président a déclaré: «Malgré qu'il résulte de ladite liste de présence que plus de la moitié des actions émises sont dûment représentées à la présente assemblée et que conformément à l'article 67-1 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, la présente assemblée est régulièrement constituée et peut délibérer et décider valablement sur les points figurant à l'ordre du jour, ci-avant reproduit, Madame la Présidente déclare qu'une deuxième assemblée sera prochainement convoquée pour délibérer sur les points figurant à l'ordre du jour. Cette deuxième assemblée délibérera valablement quelle que soit la portion du capital présente ou représentée.»

Il résulte de ce qui précède que l'Assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur les points à l'ordre du jour.

Première résolution

Après avoir entendu le rapport du commissaire vérificateur à la liquidation, Monsieur Marco STERZI, demeurant professionnellement à L-1420 Luxembourg, concernant l'examen du travail du liquidateur et le comptes de liquidation, les actionnaires approuvent le rapport du commissaire vérificateur à la liquidation.

Deuxième résolution

Les actionnaires donnent pleine et entière décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes, en fonctions lors de la mise en liquidation de la Société, pour l'exécution de leurs mandats respectifs.

Troisième résolution

Les actionnaires accordent décharge entière aux liquidateurs et au commissaire à la liquidation pour la bonne exécution de leurs mandats respectifs.

Quatrième résolution

Les actionnaires donnent pouvoir aux liquidateurs, Monsieur Thierry Champougny, né le 1^{er} mars 1974 à Grasse, France, avec adresse professionnelle à L- 2227 Luxembourg, 18, Avenue de la Porte Neuve, et à Monsieur Franco Toscano, né le 23 novembre 1967 à Turin, Italie, avec adresse professionnelle à L-2227 Luxembourg, 18, Avenue de la Porte Neuve, afin d'effectuer les opérations de clôture selon le rapport du commissaire-vérificateur.

Cinquième résolution

Les actionnaires donnent pouvoir aux liquidateurs, Monsieur Thierry Champougny et Monsieur Franco Toscano, prénommés, d'effectuer avant et encore après la clôture de la liquidation toutes les opérations financières et autres, nécessaires pour réaliser la clôture matérielle de la liquidation, y compris celui de conduire éventuellement des procès en la matière.

Sixième résolution

Les actionnaires décident que les documents et pièces comptables de la Société seront conservés pour une période de cinq ans suivant la liquidation de la Société à L-2227 Luxembourg, 18, Avenue de la Porte Neuve.

Septième résolution

Les actionnaires décident de clôturer la liquidation de la société JamaicaLux S.A. qui cessera d'exister.

Clôture de l'assemblée

Toutes les résolutions qui précèdent ont été prises chacune séparément et à l'unanimité des voix.

L'ordre du jour étant épuisé et plus personne ne demandant la parole, le Président prononce la clôture de l'assemblée.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la demande des comparants, le présent acte est écrit en français, suivi d'une version en langue anglaise.

A la demande des mêmes comparants, il est déclaré qu'en cas de désaccord entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais prévaudra.

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société ou mises à sa charge en raison des présentes est évalué à EUR 1.000,-.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée de tout ce qui précède à l'assemblée et aux membres du bureau, tous connus du notaire par leurs noms, prénoms, états et demeures, ces derniers ont signé avec le notaire instrumentant le présent acte, aucun autre actionnaire n'ayant demandé de signer.

Signé: X. MANGIULLO, C. DEMARINIS, C. DELVAUX.

Enregistré à Redange/Attert, le 12 avril 2013. Relation: RED/2013/577. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): T. KIRSCH.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 18 avril 2013.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2013049958/193.

(130061389) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2013.

Semra Güth S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6440 Echternach, 54, rue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 176.644.

—
STATUTEN

Im Jahre zweitausenddreizehn, den fünfzehnten April.

Vor dem unterzeichneten Notar Carlo GOEDERT, mit dem Amtswohnsitz zu Grevenmacher.

Ist erschienen:

Frau Semra GÜTH, geboren am 26. Januar 1982 in Traben-Trarbach, wohnhaft in D-54338 Schweich, Auf Desburg 3A;

hier vertreten durch Herrn Philippe STANKO, berufsansässig in L-6783 Grevenmacher, 31, Op der Heckmill, auf Grund einer Vollmacht unter Privatschrift, ausgestellt am 4. April 2013 in Schweich,

Welche Vollmacht gegenwärtiger Urkunde beigebogen bleibt um mit ihr formalisiert zu werden.

Welche Komparentin, vertreten wie hiervor erwähnt, den unterzeichneten Notar ersucht die Satzungen einer von ihr zu gründenden Gesellschaft mit beschränkter Haftung wie folgt zu beurkunden:

Art. 1. Gesellschaftsform. Die Komparentin gründet eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) nach luxemburgischem Recht, der sie den nachstehenden Gesellschaftsvertrag sowie die diesbezügliche Gesetzgebung zu Grunde legt.

Die Gesellschaft begreift anfangs einen alleinigen Gesellschafter der Inhaber der gesamten Gesellschaftsanteile ist; die Gesellschaft kann zu jeder Zeit mehrere Gesellschafter begreifen auf Grund von Gesellschaftsanteilsabtretungen oder Schaffung von neuen Gesellschaftsanteilen, um dann wieder zur Einmanngesellschaft zu werden durch Vereinigung aller Gesellschaftsanteile in einer Hand.

Art. 2. Gegenstand. Gegenstand der Gesellschaft ist der Einzelhandel mit Porzellan- und Haushaltswaren.

Die Gesellschaft kann des weiteren sämtliche Geschäfte industrieller, kaufmännischer, finanzieller, mobiliarer und immobiliarer Natur tätigen, die mittelbar oder unmittelbar mit dem Hauptzweck in Zusammenhang stehen oder zur Erreichung und Förderung des Hauptzweckes der Gesellschaft dienlich sein können.

Die Gesellschaft kann sich an luxemburgischen oder an ausländischen Unternehmen, unter irgendwelcher Form beteiligen, falls diese Unternehmen einen Zweck verfolgen der demjenigen der Gesellschaft ähnlich ist oder wenn eine solche Beteiligung zur Förderung und zur Ausdehnung des eigenen Gesellschaftszweckes nützlich sein kann.

Die Gesellschaft ist ermächtigt, diese Tätigkeiten sowohl im Großherzogtum Luxemburg wie auch im Ausland auszuführen.

Art. 3. Bezeichnung. Die Gesellschaftsbezeichnung lautet «Semra Güth S.à r.l.».

Art. 4. Dauer. Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Dauer gegründet.

Art. 5. Sitz. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Echternach.

Er kann durch einfachen Beschluss des alleinigen Gesellschafters oder der Gesellschafter, je nach Fall, an jeden anderen Ort Luxemburgs verlegt werden.

Die Gesellschaft ist ermächtigt im Inland und im Ausland Zweigniederlassungen und Verkaufsbüros zu eröffnen.

Art. 6. Gesellschaftskapital. Das Gesellschaftskapital beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (12.500.- €), und ist eingeteilt in zweihundertfünfzig (250) Gesellschaftsanteile von je fünfzig Euro (50.- €) pro Anteil.

Das Gesellschaftskapital wurde voll gezeichnet und vollständig und in bar eingezahlt von der alleinigen Gesellschafterin Frau Semra GÜTH, vorbenannt, der alle Gesellschaftsanteile zugeteilt wurden.

Die Summe von zwölftausendfünfhundert (12.500.- €) Euro steht ab sofort der Gesellschaft zur Verfügung, wie dies dem amtierenden Notar nachgewiesen wurde und von diesem ausdrücklich bestätigt wird.

Art. 7. Änderung des Gesellschaftskapitals. Das Gesellschaftskapital kann zu jeder Zeit, durch Beschluss des alleinigen Gesellschafters oder durch einstimmigen Beschluss der Gesellschafter, je nach Fall, abgeändert werden.

Art. 8. Rechte und Pflichten der Gesellschafter. Jeder Gesellschaftsanteil gibt das gleiche Recht.

Jeder Gesellschaftsanteil gibt Recht auf eine Stimme bei allen Abstimmungen.

Falls die Gesellschaft einen alleinigen Gesellschafter zählt, so hat dieser alle Rechte und Befugnisse die die Gesellschafter auf Grund des Gesetzes und der gegenwärtigen Statuten haben.

Es ist einem jeden Gesellschafter sowie seinen Gläubigern und Rechtsnachfolgern untersagt Siegel auf die Gesellschaftsgüter auflegen zu lassen oder ein gerichtliches Inventar derselben zu erstellen oder irgendwelche Maßnahmen zu ergreifen welche die Tätigkeit der Gesellschaft beeinträchtigen könnten.

Art. 9. Unteilbarkeit der Gesellschaftsanteile. Die Gesellschaftsanteile sind unteilbar gegenüber der Gesellschaft die nur einen einzigen Eigentümer für einen jeden Anteil anerkennt.

Ist der Anteil eines Gesellschafters auf Grund gesetzlicher oder testamentarischer Erbfolge einer Mehrzahl von Erben zugefallen, so haben die Erben spätestens sechs Wochen nach Annahme der Erbschaft eine gemeinsame Erklärung darüber abzugeben, wer von ihnen in Zukunft, während der Unzerteiltheit, das Stimmrecht für den gesamten Anteil ausüben wird.

Wenn die Nutznießung und das bloße Eigentum eines Anteils zwei verschiedenen Personen gehören, so wird das Stimmrecht durch den Nutznießer ausgeübt.

Art. 10. Übertragung der Anteile.

1. Übertragung im Falle eines alleinigen Gesellschafters. Die Übertragung von Gesellschaftsanteilen ist frei.

2. Übertragung im Falle von mehreren Gesellschaftern.

Die Übertragung von Gesellschaftsanteilen unter Gesellschaftern ist frei.

Für die Übertragung von Gesellschaftsanteilen an Dritte, sei es unter Lebenden, sei es infolge Sterbefalls, ist immer die Einstimmigkeit aller Gesellschafter erforderlich; geschieht die Übertragung der Gesellschaftsanteile jedoch im Sterbefall an die Nachkommen in direkter Linie oder an den überlebenden Ehepartner, ist die Zustimmung der anderen Gesellschafter nicht erforderlich.

Im Falle wo die Übertragung der Gesellschaftsanteile der Zustimmung der anderen Gesellschafter unterliegt, steht diesen ein Vorkaufsrecht auf die abzutretenden Gesellschaftsanteile zu, im Verhältnis ihrer bisherigen Gesellschaftsanteile. Falls das Vorkaufsrecht ausgeübt wird, aber keine Einigung über den Verkaufspreis der Gesellschaftsanteile erzielt wird, berechnet sich der Verkaufspreis auf Grund der Durchschnittsbilanz der drei letzten vorangegangenen Geschäftsjahren und, sollte die Gesellschaft noch keine drei Jahre existieren, auf Grund der Bilanz des letzten vorangegangenen oder der zwei letzten vorangegangenen Geschäftsjahren.

Art. 11. Tod, Entmündigung, Konkurs des Gesellschafters. Die Gesellschaft erlischt weder durch den Tod, noch die Entmündigung, den Konkurs oder die Zahlungsunfähigkeit des alleinigen Gesellschafters oder eines der Gesellschafter.

Art. 12. Geschäftsführung. Die Gesellschaft wird durch einen oder mehrere Geschäftsführer geleitet und verwaltet. Der oder die Geschäftsführer können Gesellschafter oder Nichtgesellschafter sein.

Der oder die Geschäftsführer haben die ausgedehnten Befugnisse im Namen und für Rechnung der Gesellschaft zu handeln, einschließlich das Verfügungsrecht, sowie das Recht die Gesellschaft gerichtlich oder außergerichtlich zu vertreten.

Der oder die Geschäftsführer werden auf befristete oder unbefristete Dauer ernannt, sei es auf Grund der Satzung, sei es durch den alleinigen Gesellschafter oder die Gesellschafterversammlung.

In letzterem Falle setzt der alleinige Gesellschafter oder die Gesellschafterversammlung, bei der Ernennung des oder der Geschäftsführer, ihre Zahl und die Dauer ihres Mandats fest; bei der Ernennung mehrerer Geschäftsführer werden ebenfalls ihre Befugnisse festgelegt.

Der alleinige Gesellschafter oder die Gesellschafterversammlung kann die Abberufung der Geschäftsführer beschließen. Die Abberufung kann geschehen nicht nur für rechtmäßig begründete Ursachen, sondern ist dem souveränen Ermessen des alleinigen Gesellschafters oder der Gesellschafterversammlung überlassen.

Der Geschäftsführer kann für seine Tätigkeit durch ein Gehalt entlohnt werden, das durch den alleinigen Gesellschafter oder die Gesellschafterversammlung festgesetzt wird.

Art. 13. Die Gesellschaft erlischt weder durch den Tod noch das Ausscheiden des Geschäftsführers, ob er Gesellschafter oder Nichtgesellschafter ist.

Es ist den Gläubigern, Erben und Rechtsnachfolgern des Geschäftsführers untersagt, Siegel auf die Gesellschaftsgüter auflegen zu lassen oder zum Inventar derselben zu schreiten.

Art. 14. Als einfache Mandatare gehen der oder die Geschäftsführer durch ihre Funktionen keine persönlichen Verpflichtungen bezüglich der Verbindlichkeiten der Gesellschaft ein. Sie sind nur für die ordnungsgemäße Ausführung ihres Mandats verantwortlich.

Art. 15. Gesellschafterbeschlüsse.

1. Wenn die Gesellschaft nur einen Gesellschafter begreift, so hat dieser alleinige Gesellschafter alle Befugnisse die das Gesetz der Gesellschafterversammlung gibt. Die Beschlüsse des alleinigen Gesellschafters werden in ein Protokollbuch eingetragen oder schriftlich niedergelegt.

2. Wenn die Gesellschaft mehrere Gesellschafter begreift, so sind die Beschlüsse der Gesellschafterversammlung nur rechtswirksam wenn sie von den Gesellschaftern die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten, angenommen werden, es sei denn die gegenwärtige Satzung oder das Gesetz würden anders bestimmen.

3. Für Statutenänderungen sind die in Artikel 199 des abgeänderten Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften festgelegten Mehrheiten erforderlich.

4. Jeder Gesellschafter hat so viele Stimmen wie er Gesellschaftsanteile besitzt.

Art. 16. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr beginnt am ersten Januar und endet am einunddreißigsten Dezember eines jeden Jahres.

Art. 17. Inventar - Bilanz. Am einunddreißigsten Dezember eines jeden Jahres werden die Konten abgeschlossen und die Geschäftsführer erstellen den Jahresabschluss in Form einer Bilanz nebst Gewinn- und Verlustrechnung. Der nach Abzug der Kosten, Abschreibungen und sonstigen Lasten verbleibende Betrag stellt den Nettogewinn dar. Fünf (5%) Prozent des Reingewinns werden der gesetzlichen Rücklage zugeführt bis diese zehn Prozent des Stammkapitals erreicht hat. Der verbleibende Gewinn steht dem alleinigen Gesellschafter oder den Gesellschaftern zur freien Verwendung.

Art. 18. Auflösung - Liquidation. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation von einem oder mehreren, von der Gesellschafterversammlung ernannten Liquidatoren, die keine Gesellschafter sein müssen, durchgeführt. Der alleinige Gesellschafter oder die Gesellschafterversammlung legt deren Befugnisse und Bezüge fest.

Art. 19. Schlussbestimmung. Für alle Punkte die nicht in dieser Satzung festgelegt sind, verweisen die Komponenten auf die gesetzlichen Bestimmungen des Gesetzes über die Handelsgesellschaften.

Übergangsbestimmung

Das erste Geschäftsjahr beginnt heute und endet am 31. Dezember 2013.

Feststellung

Der unterzeichnete Notar hat festgestellt, dass die Bedingungen von Artikel 183 des abgeänderten Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften erfüllt sind.

Schätzung der Gründerkosten

Die der Gesellschaft aus Anlass ihrer Gründung anfallenden Kosten, Honorare und Auslagen werden von den Parteien auf eintausendeinhundert Euro (1.100.- €) geschätzt.

Gesellschafterversammlung

Sodann erklärt der alleinige Gesellschafter, handelnd an Stelle einer ausserordentlichen Gesellschafterversammlung, folgende Beschlüsse zu nehmen:

- 1) Der Sitz der Gesellschaft wird in L-6440 Echternach, 54, rue de la Gare festgesetzt.
- 2) Der alleinige Gesellschafter, Frau Semra Güth, vorbenannt, ernennt sich selbst auf unbestimmte Dauer zum alleinigen Geschäftsführer der Gesellschaft mit beschränkter Haftung „Semra Güth S.à r.l.“.

Die Gesellschaft wird in allen Fällen rechtsverbindlich durch die Unterschrift des alleinigen Geschäftsführers verpflichtet.

Vor Abschluss der gegenwärtigen Urkunde hat der unterzeichnete Notar auf die Notwendigkeit hingewiesen die administrative Genehmigung zu erhalten zwecks Ausübung des Gesellschaftsgegenstandes.

WORÜBER URKUNDE, Aufgenommen wurde zu Grevenmacher, Datum wie eingangs erwähnt,

Und nach Vorlesung an den dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannten Bevollmächtigten der Gründerin, hat derselbe mit Uns Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: P. STANKO, C. GOEDERT.

Enregistré à Grevenmacher, le 15 avril 2013. Relation: GRE/2013/1550. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): Schlink.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, zwecks Hinterlegung auf dem Handels- und Gesellschaftsregister, und zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations erteilt.

Grevenmacher, den 18. April 2013.

C. GOEDERT.

Référence de publication: 2013050162/149.

(130061295) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2013.

Garage Valentine MERIS, Société en Commandite simple.

Siège social: L-8077 Bertrange, 148, rue de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 16.250.

L'an deux mille treize, le dix avril.

Par devant Maître Paul Decker, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

- 1.- Monsieur Jean MERIS, ingénieur, demeurant à L-1898 Kockelscheuer, 7, rue de la Ferme,
- 2.- Monsieur Pierre MERIS, employé privé, demeurant à L-8290 Kehlen, 29, Domaine du Brameschhof,

Les comparants, en leur qualité d'associés originaires et d'héritiers, sont les deux seuls associés de la société en commandite simple «Garage Valentine MERIS» (la «Société») avec siège social à L-1248 Luxembourg, 45, rue de Bouillon, constituée suivant acte reçu par Maître Joseph Gloden, alors notaire de résidence à Grevenmacher en date du 26 octobre 1978, publié au Mémorial C, Recueil des Associations et des Sociétés numéro 10 en date du 17 janvier 1979, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg section B numéro 16.250,

suite au décès de Madame Valentine WAGNER, de son vivant industriel en retraite, née le 10 octobre 1913 à Diekirch, veuve de Monsieur René MERIS, et ayant demeuré en dernier lieu à L-8077 Bertrange, 148, rue de Luxembourg, survenu le 10 janvier 2013,

Les parts sociales sont réparties comme suit:

Monsieur Jean MERIS, prénommé, est détenteur à titre personnel de quatre mille quatre cent quatre-vingt-quinze (4.495) parts sociales de commandité.

Monsieur Pierre MERIS, prénommé, est détenteur à titre personnel de trois mille cinq cent soixante-et-onze (3.571) parts sociales de commanditaire.

En qualité d'héritiers de feu de Madame Valentine WAGNER, les prédits Jean et Pierre les MERIS, sont détenteurs à titre indivis de neuf mille quatre cent trente-quatre (9.434) parts sociales de commandité.

Les associés comparants ont requis le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

Les associés, au regard des faits ci-avant exposés, modifient l'article 6 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 6. Capital social.** Le capital social est fixé à la somme de quatre million trois cent trente-huit mille cent trente-six euros et soixante-huit cents (4.338.136,68-Eur.) réparti en treize mille neuf cent vingt-neuf (13.929) parts sociales de commandité et trois mille cinq cent soixante et onze (3.571) parts sociales de commanditaire sans valeur nominale.»

Désormais, le capital social se répartit comme suit:

	Parts sociales commandités	Parts sociales commanditaires
Jean MERIS	9.212	0
Pierre MERIS	4.717	3.571
TOTAL	13.929	3.571

Deuxième résolution

Les associés confirment et nomment en qualité de gérants associés commandités pour une durée indéterminée, avec signature conjointe et pouvoir de délégation réciproque.

- 1.- Monsieur Jean MERIS, prénommé.
- 2.- Monsieur Pierre MERIS, prénommé.

Troisième résolution

Les associés transfèrent le siège social à L-8077 Bertrange, 148, rue de Luxembourg et modifient par conséquent le premier alinéa de l'article 4 des statuts comme suit:

« **Art. 4. Siège social.** Le siège est fixé à Bertrange.»

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la société, sont évalués à huit cent cinquante-neuf euros (859,-EUR).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, en l'étude du notaire instrumentant, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par leur nom, prénom usuel, état et demeure, les comparants ont signé avec le Notaire, le présent acte.

Signé: J. MERRIS, PMERRIS, P. DECKER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 10 avril 2013. Relation: LAC/2013/16444. Reçu 75.-€ (soixante-quinze Euros).

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR COPIE CONFORME, délivrée au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg.

Luxembourg, le 18 avril 2013.

Référence de publication: 2013050607/60.

(130062005) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 avril 2013.

Game Design Entertainment SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 70, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 163.083.

In the year two thousand and thirteen, on the eighth of April.

Before Us Maître Martine SCHAEFFER, civil law notary, residing in Luxembourg.

Was held an extraordinary general meeting of the shareholders of Game Design Entertainment SA, a société anonyme (the "Company"), incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and having its registered office at 30, Rue des Scillas, L-2529 Luxembourg-Howald, and registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 163.083, incorporated pursuant to a deed of Maître Joseph ELVINGER, notary residing in Luxembourg, on August 1st, 2011, published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations, on October 25th, 2011 under number 2587.

The Articles of incorporation of the Company (the "Articles") have been amended for the last time pursuant to a deed of the undersigned notary held on July 30th, 2012, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 2324 of September 18th, 2012.

The meeting was opened with Mrs Bouchra AKHERTOUS, private employee, residing professionally in L-1470 Luxembourg, 70 route d'Esch, in the chair,

who appointed as secretary Mrs Corinne PETIT, private employee, residing professionally in L-1750 Luxembourg, 74, avenue Victor Hugo.

The meeting elected as scrutineer Mr Raymond THILL, maître en droit, with same professional address.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state:

I. That the agenda of the meeting is the following:

Agenda

1. Deletion of article 10 of the of the articles of association of the Company as well as subsequent renumbering of the following articles;

2. Amendment of article 7, 3rd paragraph, of the articles of association;

3. Amendment of article 16 (formerly 17), 8th paragraph, of the articles of association;

4. Amendment of article 19 (formerly 20), 3rd paragraph of the articles of association;

5. Amendment of article 23 (formerly 24), 1st paragraph of the articles of association;

6. Decrease of the authorized capital from its current amount of one hundred forty thousand United States Dollars (USD 140,000) to ninety-one thousand four hundred and eighty-four United States Dollars and ten cents (USD 91,484.10) under the same terms and conditions as foreseen in the old authorized capital; specifically the board of directors is authorised to proceed to such issues without reserving for the existing shareholders a preferential right to subscribe to the shares to be issued, being noted that the holders of the Preferred Shares shall have preemption rights in respect of a further issue of Preferred Shares, proportionate to the number of Preferred Shares that they hold, all this pursuant to a special report of the Board of Directors to the general meeting in conformity with article 32-3(5) of the Luxembourg Companies Law of August 10th, 1915;

7. Increase of the share capital of the Company from its current amount of fifty-three thousand six hundred and eleven United States Dollars (USD 53,611) by an amount of four thousand and eleven United States Dollars and ten cents (USD 4,011.10) up to fifty-seven thousand six hundred and twenty-two United States Dollars and ten cents (USD 57,622.10) through the issue of forty thousand one hundred and eleven (40,111) new Class B Preferred Shares with a nominal value of ten cents (USD 0.10) each, together with a share premium amounting to seven hundred and seventeen thousand nine hundred eighty-six United States Dollars and ninety cents (USD 717,986.90); subscription of all the new shares through a contribution in cash by existing shareholders and new shareholders;

8. Subsequent amendment to article 6, first second and third paragraphs of the articles of association;

9. Amendment of the books and registers of the Company in order to reflect the above changes;

10. Change of the registered office to 70, route d'Esch, L-1470 Luxembourg;

11. Subsequent amendment of article 5, first sentence of the articles of association of the Company;

12. Appointment of a statutory auditor;

13. Adoption of a coordinated version of the articles of association of the Company following the above resolutions to be taken;

14. Miscellaneous.

II. That the shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the shareholders, the proxies of the represented shareholders and by the board of the meeting, will remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The proxies of the represented shareholders, initialled "ne varietur" by the appearing parties will also remain annexed to this deed.

III. That the whole corporate capital being present or represented at the present meeting and the shareholders present or represented declaring that they have had due notice and got knowledge of the agenda prior to this meeting, no convening notices were necessary.

IV. That the present meeting, representing the whole corporate capital, is regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the agenda.

The general meeting has requested the undersigned notary to record the following resolutions:

First resolution

The shareholders decide to delete article 10 of the articles of association of the Company; subsequently the following articles shall be renumbered so that former article 11 shall from now on be article 10 and so on.

Second resolution

The shareholders resolve to amend the date of the Shareholder Agreement, mentioned in article 7, 3rd paragraph of the articles of association so that it shall from now on read as follows:

" **Art. 7. Terms of Class A and B Preferred Shares. (3rd paragraph).** Each Class A and B Preferred Share will carry the same voting right as it would carry if it were converted into Common Shares. In addition, as long as % (a quarter) of the Class A and B Preferred Shares are outstanding, the consent of holders of at least 50% of the then-outstanding Class A and B Preferred Shares will be required to (i) amend the articles of association of the Company if it would adversely alter the rights of the holders of Class A and B Preferred Shares; (ii) change the number of Class A or B Preferred Shares; (iii) authorize or issue any senior or pari passu security; (iv) approve a merger, asset sale or other corporate reorganization or acquisition apart from the provisions mentioned in the Shareholder Agreement dated as of April 1st, 2013, among the Company and the additional parties named therein (as amended and/or restated from time to time, the "Shareholders Agreement"; (v) repurchase Founder Shares, other than upon termination of a consultant, director or employee apart from the provisions mentioned in the Shareholder Agreement; (vi) declare or pay any dividend or distribution on the Shares or (vii) put into dissolution and/or liquidation the Company."

Third resolution

The shareholders decide to amend article 16 (former article 17), 8th paragraph of the articles of association of the Company shall henceforth read as follows:

" **Art. 16. General meetings. (8th paragraph).** However, resolutions to amend the Articles shall only be adopted at the first or second meeting by a resolution taken by at least two-thirds of the votes of the shareholders present or represented who voted and did not abstain or which vote is not null, being noted that in accordance with article 7 of the Articles, as long as % (a quarter) of the Class A and Class B Preferred Shares are outstanding, the consent of holders of at least 50% of the then-outstanding Class A and Class B Preferred Shares is required to amend the Articles if it would adversely alter the rights of the holders of Class A and Class B Preferred Shares."

Fourth resolution

The shareholders decide to amend article 19 (former article 20), 3rd paragraph of the articles of association of the Company shall henceforth read as follows:

" **Art. 19. Profits. (3rd paragraph).** After allocation to the legal reserve, a preferential and non-cumulative dividend equal to 8% of the Amount Invested (as such term is defined in the Shareholders Agreement) per Class A and Class B Preferred Share shall be paid to the holders of Class A and Class B Preferred Shares provided that such dividend be declared by the board of directors."

Fifth resolution

The shareholders decide to amend article 23 (former article 24), 1st paragraph of the articles of association of the Company shall henceforth read as follows:

" **Art. 23. Liquidation. (1st paragraph).** The liquidation of the Company will be carried out by one or more liquidators appointed by the sole shareholder, or, if there is more than one shareholder, at a general meeting of shareholders by a resolution approved by the shareholder or shareholders with the same majority as is required for an amendment to the Articles of the share capital of the Company. The sole shareholder or the resolution (as appropriate) shall also determine the powers and remuneration of the liquidator or liquidators. The holders of Class A and Class B Preferred Shares are entitled to a preferential right of reimbursement of the contribution in consideration of which the Class A and Class B Preferred Shares have been issued."

Sixth resolution

The shareholders decide to decrease the authorized capital from its current amount of one hundred forty thousand United States Dollars (USD 140,000) to ninety-one thousand four hundred and eighty-four United States Dollars and ten cents (USD 91,484.10), divided into:

- 350,000 Founder Shares,
- 111,000 Class A Preferred Shares,
- 400,000 Class B Preferred Shares, and
- 53,841 Common Shares,

all with a nominal value of ten cents (USD 0.10). The Class A and B Preferred Shares have a share premium of seventeen United States Dollars and ninety cents (USD 17.90) attached to each share.

Power is given to the board of directors for a period ending on April 2nd, 2018, to increase in one or several times the subscribed capital, within the limits of the authorized capital.

Such reduced amount of authorized capital may be subscribed for and issued under the same terms and conditions as foreseen in the old authorized capital; specifically the board of directors is authorised to proceed to such issues without reserving for the existing shareholders a preferential right to subscribe to the shares to be issued, being noted that the holders of the Preferred Shares shall have pre-emption rights in respect of a further issue of Preferred Shares, proportionate to the number of Preferred Shares that they hold,

all this pursuant to a special report of the Board of Directors to the general meeting in conformity with article 32-3 (5) of the Luxembourg Companies Law of August 10th, 1915, which will stay attached to the present deed.

Seventh resolution

The shareholders resolve to increase the share capital from its current amount of fifty-three thousand six hundred and eleven United States Dollars (USD 53,611) by an amount of four thousand and eleven United States Dollars and ten cents (USD 4,011.10) up to fifty-seven thousand six hundred and twenty-two United States Dollars and ten cents (USD 57,622.10) through the issue of forty thousand one hundred and eleven (40,111) new Class B Preferred Shares with a nominal value of ten cents (USD 0.10) each, together with a total share premium amounting to seven hundred and seventeen thousand nine hundred eighty-six United States Dollars and ninety cents (USD 717,986.90).

All the forty thousand one hundred and eleven (40,111) new Class B Preferred Shares shall be subscribed by part of the actual shareholders and new shareholders.

Subscription and Payment

All of the forty thousand one hundred and eleven (40,111) new Class B Preferred Shares have been subscribed as follows:

1) Angyal SAS, a société par actions simplifiée (simplified joint stock company) duly incorporated and validly existing under the laws of France, having its registered office at 3, avenue du General Leclerc, F-92210 Saint-Cloud, France, registered with the Paris Registre de Commerce et des Sociétés (Trade and Companies Register) under number 437 618 499, here represented by Mrs Bouchra AKHERTOUS, prenamed, by virtue of a proxy given under private seal in Luxembourg on April 1st, 2013,

declares to subscribe to four thousand and seven hundred and fifty (4,750) new Class B Preferred Shares with a nominal value of ten cents (USD 0.10) each at a total price of four hundred and fifty United States Dollars (USD 475) together with a share premium of eighty-five thousand and twenty-five United States Dollars (USD 85,025); and

2) Solaire Production, a société à responsabilité limitée (private limited liability company) duly incorporated and validly existing under the laws of France, having its registered office at 3, rue de Messine, F-75008 Paris, France, registered with the Paris Registre de Commerce et des Sociétés (Trade and Companies Register) under number 503 026 031, here represented by Mrs Bouchra AKHERTOUS, prenamed, by virtue of a proxy given under private seal in Luxembourg on April 1st, 2013,

declares to subscribe to seven hundred and fifty (750) new Class B Preferred Shares with a nominal value of ten cents (USD 0.10) each at a total price of seventy five United States Dollars (USD 75) together with a share premium of thirteen thousand four hundred and twenty-five United States Dollars (USD 13,425); and

3) SGF Victor Douce, a company duly incorporated and validly existing under the laws of France, having its registered office at 3, avenue du General Leclerc, F-92210 Saint-Cloud, France, registered with the Paris Registre de Commerce et des Sociétés (Trade and Companies Register) under number 432 426 435, here represented by Mrs Bouchra AKHERTOUS, prenamed, by virtue of a proxy given under private seal in Luxembourg on April 1st, 2013,

declares to subscribe to three thousand seven hundred and seventy-eight (3,778) new Class B Preferred Shares with a nominal value of ten cents (USD 0.10) each at a total price of three hundred seventy-seven United States Dollars and eighty cents (USD 377.80) together with a share premium of sixty-seven thousand six hundred and twenty-six United States Dollars and twenty cents (USD 67,626.20); and

4) ACTIS S.A., a Luxembourg limited company, having its registered office at 15, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 163.632, here represented by Mrs Bouchra AKHERTOUS, prenamed, by virtue of a proxy given under private seal in Luxembourg on April 1st, 2013,

declares to subscribe to five thousand (5,000) new Class B Preferred Shares with a nominal value of ten cents (USD 0.10) each at a total price of five hundred United States Dollars (USD 500) together with a share premium of eighty-nine thousand five hundred United States Dollars (USD 89,500); and

5) Mr Daniel HECHTER, born on July 30th, 1938 in Paris (France), residing at 12, route de Genève, CH-Rolle, here represented by Mrs Bouchra AKHERTOUS, prenamed, by virtue of a proxy given under private seal in Luxembourg on April 1st, 2013,

declares to subscribe to two thousand seven hundred and seventy-eight (2,778) new Class B Preferred Shares with a nominal value of ten cents (USD 0.10) each at a total price of two hundred and seventy-seven United States Dollars and eighty cents (USD 277.80) together with a share premium of forty-nine thousand seven hundred and twenty-six United States Dollars and twenty cents (USD 49,726.20)

6) Dima Corp SA, a Luxembourg limited company, having its registered office at 70, route d'Esch, L-1470 Luxembourg, and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 148.757, here represented by Mrs Bouchra AKHERTOUS, prenamed, by virtue of a proxy given under private seal in Luxembourg on April 1st, 2013,

declares to subscribe to three thousand three hundred and five (3,305) new Class B Preferred Shares with a nominal value of ten cents (USD 0.10) each at a total price of three hundred and thirty United States Dollars and fifty cents (USD 330.50) together with a share premium of fifty-nine thousand one hundred and fifty nine United States Dollars and fifty cents (USD 59,159.50); and

7) Mrs Maya BASSIL, born on June 16th, 1957 in Beirut (Lebanon), residing at Immeuble Hugo, 43, rue Rouchaid El Dahdah, Achrafiye, Beirut, Lebanon, here represented by Mrs Bouchra AKHERTOUS, prenamed, by virtue of a proxy given under private seal in Luxembourg on April 1st, 2013,

declares to subscribe to sixteen thousand eight hundred and thirty-three (16,833) new Class B Preferred Shares with a nominal value of ten cents (USD 0.10) each at a total price of one thousand six hundred and eighty-three United States Dollars and thirty cents (USD 1,683.30) together with a share premium of three hundred and one thousand three hundred and ten United States Dollars and seventy cents (USD 301,310.70)

8) Mr Tamer HASSANEIN, born on September 22nd, 1985, in Stanford (United States of America), residing at 733 Front St Suite 506 San Francisco, CA 94111, United States of America, here represented by Mrs Bouchra AKHERTOUS, prenamed, by virtue of a proxy given under private seal in Luxembourg on April 1st, 2013,

declares to subscribe to two hundred and seventy-eight (278) new Class B Preferred Shares with a nominal value of ten cents (USD 0.10) each at a total price of twenty-seven United States Dollars and eighty cents (USD 27.80) together with a share premium of four thousand nine hundred and seventy-six United States Dollars and twenty cents (USD 4,976.20)

9) Mr Marc Alexandre SABA, born on August 23rd, 1984, in Paris (France), residing at 29, rue Le Corbusier, CH-1208 Geneva, Switzerland, here represented by Mrs Bouchra AKHERTOUS, prenamed, by virtue of a proxy given under private seal in Luxembourg on April 1st, 2013,

declares to subscribe to two hundred and seventy-eight (278) new Class B Preferred Shares with a nominal value of ten cents (USD 0.10) each at a total price of twenty-seven United States Dollars and eighty cents (USD 27.80) together with a share premium of four thousand nine hundred and seventy-six United States Dollars and twenty cents (USD 4,976.20)

10) VR Capital, LLC, a company having its registered office 41672 Sudbury Court, MI 48375 Novi, United States of America, here represented by Mrs Bouchra AKHERTOUS, prenamed, by virtue of a proxy given under private seal in Luxembourg on April 1st, 2013,

declares to subscribe to two hundred and seventy-eight (278) new Class B Preferred Shares with a nominal value of ten cents (USD 0.10) each at a total price of twenty-seven United States Dollars and eighty cents (USD 27.80) together with a share premium of four thousand nine hundred and seventy-six United States Dollars and twenty cents (USD 4,976.20)

11) BR Capital Group, LLC, a company having its registered office at 603 Church Street, MI 48104 Ann Arbor, United States of America, here represented by Mrs Bouchra AKHERTOUS, prenamed, by virtue of a proxy given under private seal in Luxembourg on April 1st, 2013,

declares to subscribe to two hundred and seventy-eight (278) new Class B Preferred Shares with a nominal value of ten cents (USD 0.10) each at a total price of twenty-seven United States Dollars and eighty cents (USD 27.80) together with a share premium of four thousand nine hundred and seventy-six United States Dollars and twenty cents (USD 4,976.20)

12) Lockeism Holding SAL, a company incorporated under the Laws of Lebanon, having its registered office at 510 Fransabank Center, Hamra Street, Beirut, Lebanon 77, here represented by Mrs Bouchra AKHERTOUS, prenamed, by virtue of a proxy given under private seal in Luxembourg on April 1st, 2013,

declares to subscribe to one thousand eight hundred and five (1,805) new Class B Preferred Shares with a nominal value of ten cents (USD 0.10) each at a total price of one hundred and eighty United States Dollars and fifty cents (USD 180.50) together with a share premium of thirty-two thousand three hundred and nine United States Dollars and fifty cents (USD 32,309.50)

All of the forty thousand one hundred and eleven (40,111) new shares, together with the share premium amounting to seven hundred and seventeen thousand nine hundred eighty-six United States Dollars and ninety cents (USD 717,986.90) have been fully paid up in cash by the aforementioned investors, so that the total amount of seven hundred and twenty-one thousand nine hundred and ninety-eight United States Dollars (USD 721,998) is at the disposal of the Company, as it has been shown to the undersigned notary.

The said proxies, after signature "ne varietur" by the proxyholder and the undersigned notary, will remain attached to the present deed for the purpose of the registration formalities.

Eighth resolution

In relation to the above resolutions, the shareholders resolve to amend article 6, first, second and third paragraph of the articles of association of the Company.

Article 6, first, second and third paragraph shall then read as follows:

" Art. 6. Capital. (First, second and Third paragraph). The Company's share capital is set at fifty-seven thousand six hundred and twenty-two United States Dollars and ten cents (USD 57,622.10) divided into four (4) classes of shares consisting of:

- three hundred fifty thousand (350,000) founder shares (the "Founder Shares");
 - one hundred eleven thousand (111,000) class A preferred shares (the "Class A Preferred Shares");
 - seventy-six thousand two hundred and twenty-one (76,221) class B preferred shares (the "Class B Preferred Shares");
 - thirty-nine thousand (39,000) common shares (the "Common Shares"),
- (the Class A Preferred and the Class B Preferred Shares being hereafter the "Preferred Shares").

All these five hundred seventy-six thousand two hundred and twenty-one (576,221) shares have a nominal value of ten cents (USD 0.10) each.

The Company's authorised capital is set at ninety one thousand four hundred and eighty-four United States Dollars and ten cents (USD 91,484.10), divided into:

- 350,000 Founder Shares,
- 111,000 Class A Preferred Shares,
- 400,000 Class B Preferred Shares, and
- 53,841 Common Shares,

all with a nominal value of ten cents (USD 0.10). Class A and B Preferred Shares have a share premium of seventeen United States Dollars and ninety cents (USD 17.90) attached to each share."

Ninth resolution

The shareholders resolve to amend the books and registers of the Company in order to reflect the above changes.

Tenth resolution

The shareholders resolve to change the registered office of the company from 30, Rue des Scillas, L-2529 Luxembourg-Howald to 70, route d'Esch, L-1470 Luxembourg.

Eleventh resolution

The shareholders resolve to subsequently amend article 5, 1st paragraph of the articles of association, as follows:

" Art. 5. Registered Office. (First paragraph). The registered office of the Company is in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any place within the city of Luxembourg by means of a resolution of the board of directors in accordance with these Articles or to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution approved by the shareholders with the same majority as is required for an amendment of the Articles."

Twelfth resolution

The shareholders resolve to appoint, for a period of six (6) years the company ONE Luxembourg S.A., having its registered office at 70, Route d'Esch, L-1470 Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 136.691, as Statutory Auditor of the Company, in replacement of Fideom Luxembourg Trust (formerly SBG Luxembourg Sàrl) who resigned.

Thirteenth resolution

The shareholders resolve to adopt a coordinated version of the articles of association of the Company following the above resolutions to be taken and which shall henceforth have the following wording:

"Section I - Form - Name - Purpose - Duration - Registered office

Art. 1. Form. There is hereby formed a société anonyme (public company limited by shares) governed by Luxembourg law as well as by the present Articles (the "Company").

Art. 2. Name. The Company's name is Game Design Entertainment SA.

Art. 3. Purpose. The Company's purpose is to invest, and to acquire and take interests and shares, in any form whatsoever, in any kind of Luxembourg or foreign companies or entities, to acquire through investments, contributions, purchases, options or in any other way any securities, rights, interests, patents, trademarks, licences or any other intellectual property rights or property as the Company shall deem fit, and generally to hold, manage, develop, encumber, sell or dispose of the same, in whole or in part, for such consideration as the Company may think fit.

The Company may also enter into any financial, commercial or other transactions and grant to any company or entity that forms part of the same group of companies as the Company or is affiliated in any way with the Company, including, but not limited to, companies or entities in which the Company has a direct or indirect financial or other kind of interest, any assistance, loan, or advance, or grant in favour of any third parties any security or guarantee to secure the obligations of such a company or entity, and borrow and raise money in any manner and secure by any means the repayment of any money borrowed.

Finally the Company may take any action and perform any operation which is related, directly or indirectly, to its purpose in order to facilitate the accomplishment of such purpose.

Art. 4. Duration. The Company is formed for an unlimited duration.

Art. 5. Registered office. The registered office of the Company is in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any place within the city of Luxembourg by means of a resolution of the board of directors in accordance with these Articles or to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution approved by the shareholders with the same majority as is required for an amendment of the Articles.

The Company may have other offices and branch offices, both in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

Section II - Capital - Shares

Art. 6. Capital. The Company's share capital is set at fifty-seven thousand six hundred and twenty-two United States Dollars and ten cents (USD 57,622.10) divided into four (4) classes of shares consisting of:

- three hundred fifty thousand (350,000) founder shares (the "Founder Shares");
 - one hundred eleven thousand (111,000) class A preferred shares (the "Class A Preferred Shares");
 - seventy-six thousand two hundred and twenty-one (76,221) class B preferred shares (the "Class B Preferred Shares");
 - thirty-nine thousand (39,000) common shares (the "Common Shares"),
- (the Class A Preferred and the Class B Preferred Shares being hereafter the "Preferred Shares").

All these five hundred seventy-six thousand two hundred and twenty-one (576,221) shares have a nominal value of ten cents (USD 0.10) each.

The Company's authorised capital is set at ninety-one thousand four hundred and eighty-four United States Dollars and ten cents (USD 91,484.10), divided into:

- 350,000 Founder Shares,
- 111,000 Class A Preferred Shares,
- 400,000 Class B Preferred Shares, and
- 53,841 Common Shares,

all with a nominal value of ten cents (USD 0.10). Class A and B Preferred Shares have a share premium of seventeen United States Dollars and ninety cents (USD 17.90) attached to each share.

All the shares are in bearer or registered form. A register of the registered shares shall be maintained by the Company and shall specify the name and address of each shareholder, the number of shares held by that shareholder, and the payments made on the shares, as well as details and dates of transfers and details and dates of conversion of any shares into bearer form.

The share capital and the authorized share capital, as the case may be, may be increased or reduced from time to time by means of a resolution approved by the shareholders with the same majority as is required for an amendment of the Articles.

Furthermore, in accordance with article 32 of the law of August 10, 1915 concerning commercial companies, as amended from time to time (the "Law"), the board of directors is authorised for a period of five years as of the date of publication of the Articles, without prejudice to renewals, to increase from time to time the share capital within the limits of the authorised capital and to amend the Articles to reflect such increase. The board of directors shall have the broadest powers to determine the conditions and modalities of issuance, subscription and payment of the new Shares, which could be issued in particular with or without share premium and paid up by contribution in kind or cash, or in any other way to be determined by the board of directors. The board of directors is specifically authorised to proceed to such issues without reserving for the existing shareholders a preferential right to subscribe to the shares to be issued, being noted that the holders of the Preferred Shares shall have pre-emption rights in respect of a further issue of Preferred Shares, proportionate to the number of Preferred Shares that they hold. The board of directors may delegate to any director or any other duly authorised person, the power of acknowledging the contribution and receiving payment for the shares representing all or part of the increase of capital within the authorized capital.

Art. 7. Terms of Class A and B Preferred Shares. Upon the liquidation of the Company, the holders of Class A and B Preferred Shares are entitled to a preferential right of reimbursement of the contribution in consideration of which the Class A and B Preferred Shares have been issued. At the time of closing of the liquidation, the assets of the Company will be allocated only to the holders of Founder Shares and Common Shares and Class A and B Preferred Shares on a pro rata basis.

Each Class A and B Preferred Share is convertible into Common Shares at any time at the option of the holder of such Class A and B Preferred Shares, being noted that the conversion ratio will be 1 (one) Common Share for 1 (one) Class A and B Preferred Share. Class A and B Preferred Shares will be automatically converted upon (i) closing of an IPO or (ii) consent of the holders of at least 50% of outstanding Class A and B Preferred Shares.

Each Class A and B Preferred Share will carry the same voting right as it would carry if it were converted into Common Shares. In addition, as long as % (a quarter) of the Class A and B Preferred Shares are outstanding, the consent of holders of at least 50% of the then-outstanding Class A and B Preferred Shares will be required to (i) amend the articles of association of the Company if it would adversely alter the rights of the holders of Class A and B Preferred Shares; (ii) change the number of Class A or B Preferred Shares; (iii) authorize or issue any senior or pari passu security; (iv) approve a merger, asset sale or other corporate reorganization or acquisition apart from the provisions mentioned in the Shareholder Agreement dated as of April 1st, 2013, among the Company and the additional parties named therein (as amended and/or restated from time to time, the "Shareholders Agreement"; (v) repurchase Founder Shares, other than upon termination of a consultant, director or employee apart from the provisions mentioned in the Shareholder Agreement; (vi) declare or pay any dividend or distribution on the Shares or (vii) put into dissolution and/or liquidation the Company.

Art. 8. Voting rights. Each share whatever its class has identical voting rights and each shareholder has total voting rights commensurate with such shareholder's total ownership of shares.

Art. 9. Indivisibility of shares. As far as the Company is concerned, the shares are indivisible and the Company will recognise only one owner per share.

Art. 10. Transfer of shares. Except as expressly permitted by this article 10, no Shareholder shall, whether directly or indirectly, Transfer any Shares or any right, title or interest therein or thereto. Any attempt to Transfer any Shares in violation of this article 10 shall be null and void, and the Company shall not register any such Transfer.

No Transfer may be made pursuant to this article 10 unless (a) the transferee has agreed in writing to be bound by the terms and conditions of the Shareholders Agreement, (b) the Transfer complies in all respects with the other applicable provisions of this Shareholders Agreement, and (c) the Transfer complies in all respects with applicable securities laws.

10.1 Permitted Transfers.

The following Transfers may be made without compliance with the provisions of article 10:

- a) plans, agreements or similar arrangements for employees, consultants or directors approved by the Board of Directors of the Company;
- b) a settlement approved by the Board of Directors of the Company;
- c) or commercial transactions approved by the Board of Directors of the Company;
- d) sponsored research, collaboration, technology license, development, OEM, marketing or similar arrangements or strategic partnerships approved by the Board of Directors of the Company;
- e) the provision of goods or services pursuant to transactions approved by the Board; and
- f) Transfer to spouse, to any ancestries or to any descendants of the transferring Shareholder.

10.2 Right of First Offer.

(a) Transfers Subject to Right of First Offer. If an Investor (as such term is defined in the Shareholder Agreement) proposes to directly or indirectly Transfer any Shares, the Founder (as such term is defined in the Shareholder Agreement) shall have a right of first offer (the "First Offer Right") with respect to such Transfer as provided in this article 10.2.

(b) Transfer Notice. If an Investor (the "Transferring Investor") proposes to Transfer any Shares of the Company, the Transferring Investor shall first send a Notice of Transfer to the Company and to the Founder (as such term is defined in the Shareholder Agreement), which Notice of Transfer shall state (i) the name of the Transferring Investor, (ii) the name and address of the proposed transferee (the "Transferee"), (iii) the number of Shares to be Transferred (the "Transferred Shares"), (iv) the price that the Transferring Investor is prepared to accept for the Transferred Shares (the "Offer Price"), (v) the expected date of consummation of the proposed Transfer, (vi) a representation that the proposed Transferee has been informed of the Shareholders Agreement and has agreed to be bound by the terms of this Shareholders Agreement, and (vii) a representation that no consideration, tangible or intangible, is being provided to the Transferring Investor that is not reflected in the Notice of Transfer. Such Notice of Transfer shall be accompanied by a true and complete copy of all agreements, if any, between the Transferring Investor and the Transferee regarding the proposed Transfer (the "Notice of Transfer").

(c) Right of First Offer. For a period of 23 days after delivery of the Notice of Transfer pursuant to article 10.2 (b) (the "Option Period"), the Founder (as such term is defined in the Shareholder Agreement) shall have the right but not the obligation, exercisable through the delivery of an Acceptance Notice as provided in article 10.2 (d), to purchase in aggregate all of the Transferred Shares at a purchase price equal to the Offer Price per Share and upon the other terms and conditions set forth in the Notice of Transfer. In the event that the Founder (the "Non-Electing Offeree") declines or is deemed pursuant to article 10.2 (d) to have waived its First Offer Right, each Investor (as such term is defined in the Shareholder Agreement) electing to exercise its second offer right (the "Second Offer Right") (each an "Electing Offeree") shall have the right as provided in article 10.2 (e) to purchase all or a portion of the Transferred Shares that the Non-Electing Offeree declines to purchase (collectively, the "Excess Transferred Shares").

(d) Exercise of Rights. The Second Offer Right of each Electing Offeree under article 10.2 (c) shall be exercisable by delivering written notice of exercise (an "Acceptance Notice") within 22 days following (i) the sending of the Acceptance Notice by the Founder (as such term is defined in the Shareholder Agreement) or (ii) the expiration of the Option Period, to the Transferring Investor, with a copy to each other Electing Offeree. Each Acceptance Notice shall include a statement of (i) the number of Shares held by such Electing Offeree as of the date of the Acceptance Notice, (ii) the number of Transferred Shares that such Electing Offeree elects to purchase, and (iii) where applicable, the maximum number of Excess Transferred Shares that such Electing Offeree elects to purchase. An Acceptance Notice shall be irrevocable and shall constitute a binding agreement by such Electing Offeree to purchase the relevant number of Transferred Shares determined in accordance with article 10.2 (c). Failure of an Electing Offeree to give an Acceptance Notice within this period shall be deemed to be a waiver of such Electing Offeree's Second Offer Right.

(e) Allocation of Excess Transferred Shares. Each Electing Offeree shall have the right to purchase the number of Excess Transferred Shares specified in such Electing Offeree's Acceptance Notice; provided that, if the number of Excess Transferred Shares is less than the aggregate number of Excess Transferred Shares that the Electing Offerees desire to purchase as indicated in their Acceptance Notices, the Excess Transferred Shares shall be allocated on a prorata basis between the Electing Offerees.

(f) Sale to Transferee. In the event that the Electing Offerees as a whole do not indicate their intent to purchase all of the Transferred Shares pursuant to this article 10.2, or the closing of the purchase of Transferred Shares by the Electing Offerees does not occur within the Option Period, then none of the Electing Offerees shall have any right to purchase any of the Transferred Shares, and the Transferring Investor may Transfer, subject to article 10.3, all of the Transferred Shares to the Transferee on the terms and conditions set forth in the Notice of Transfer; provided, however, that (i) such sale is bona fide, (ii) the price for the sale to the Transferee is the Offer Price and the sale is otherwise on terms and conditions no less favorable to the Transferring Investor than those set forth in the Notice of Transfer, and (iii) the Transfer is made within 75 days after the giving of the Notice of Transfer. If such a Transfer does not occur within such 75-day period for any reason, the restrictions provided for herein shall again become effective, and no Transfer of Shares may be made by the Transferring Investor thereafter without again making an offer to the Founder (as such term is defined in the Shareholder Agreement) in accordance with this article 10.2.

10.3 Drag-Along Rights - Tag-Along Rights.

(a) Drag Along Rights. If the Founder (as such term is defined in the Shareholder Agreement) receives a bona fide offer to purchase at least 72% of its Shares (the "Offered Shares") from any third party (the "Proposed Purchaser") and the Founder wishes to transfer the Offered Shares to the Proposed Purchaser then the Founder will have the right to deliver in writing (the "Drag Along Notice") to the Company and to each of the Investor requiring the Investors to participate in that transaction on the terms and conditions contained in the Drag Along Notice which terms and conditions will not be less favorable (other than any disparate treatment of the various classes and/or series of shares issued from time to time by the Company) to the Investors than those offered to the Founder (as such term is defined in the Shareholder Agreement) by the Proposed Purchaser.

(b) Upon receipt of a Drag Along Notice, each Investor will immediately tender all of its Shares into the transaction between the Founder (as such term is defined in the Shareholder Agreement) and the Proposed Purchaser for Transfer in accordance with the terms and conditions of the Drag Along Notice. Each investor undertakes, upon every reasonable request of the Founder or the Board of Directors, to execute and deliver any and all documents necessary to effect the transfer of the Offered Shares.

(c) Tag-Along Rights. If (i) the Founder does not exercise its rights to cause the Investors to sell all their Shares pursuant to article 10.3 (a) hereof and (ii) the Founder proposes to directly or indirectly Transfer at least 25% of its Shares to the Proposed Purchaser, it shall send the Notice of Transfer to the Company and to each Investor in accordance with article 10.2 (b). Each of the Investors (as such term is defined in the Shareholder Agreement) shall have the right (the "Tag-Along Right") but not the obligation to require the Proposed Purchaser in the proposed Transfer to purchase from such Investors (as such term is defined in the Shareholder Agreement) upon the same terms and conditions as to be paid and given to the Founder, being noted that, in the event that the Proposed Purchaser is not able to purchase all the Shares offered by the Founder and by the Investors pursuant to their Tag Along Rights, the Parties agree that the Shares will be transferred and allocated to the Proposed Purchaser on a pro rata basis between the Shares held by Founder and the Shares held by the Investors.

(d) Tag-Along Notice. Within 30 days following the delivery of a Notice of Transfer, each Investor who elects to exercise the Tag-Along Right shall deliver a written notice of such election to the Founder (as such term is defined in the Shareholder Agreement), specifying the number of Shares with respect to which it has elected to exercise the Tag-Along Right. Such notice shall be irrevocable and shall constitute a binding agreement by the Investor to Transfer such Shares on the terms and conditions set forth in the Notice of Transfer. In order to be entitled to exercise its Tag-Along Right, the electing Investor must make substantially the same representations, warranties and indemnities as the Founder makes in connection with its Transfer of Shares.

10.4 Sale of all the shares of the Company

In the event of Transfer of all the Shares of the Company, the price paid by the Transferee for such Transfer will be allocated as follows:

At a sale below or equivalent to the amount of capital invested by the Investors, Class A and B Preferred Shareholders will receive the full amount of the sale on a pro rata basis.

At a sale higher than the amount of capital invested by the Investors, after reimbursing the Class A and Class B Preferred Shareholders of their original investment, the remainder of the sale will be allocated on a pro rata basis among all shareholders.

Section III - Directors

Art. 11. Appointment of the directors. The Company is managed by a board of directors.

So long as % (a quarter) of the Preferred Shares are outstanding, the board of Directors shall be composed of four directors, so that:

- 2 (two) directors shall be appointed from a list of a minimum of 4 (four) candidates proposed by the Founder (as such term is defined in the Shareholders Agreement) by notice in writing to the Company including the name and details of the candidates and such directors shall be the type A Directors;

- 1 (one) director shall be appointed from a list of a minimum of 2 (two) candidates proposed by the holders of Preferred Shares by notice in writing to the Company including the name and details of the candidates and such director shall be the type B Director; and

- 1 (one) director shall be resident in Luxembourg and shall be the type C Director.

In the event that the amount of the outstanding Preferred Shares are less than % (a quarter), the board of directors will be composed by two different type of directors, namely type A Director and type C Director and shall be composed at least by 3 (three) directors, appointed from a list of a minimum of 6 (six) candidates proposed by the Founder (as such term is defined in the Shareholders Agreement) by notice in writing to the Company including the name and details of the candidates.

The Investors (as such term is defined in the Shareholders Agreement) and the Founder (as such term is defined in the Shareholders Agreement) shall exercise their voting rights to ensure the nominations of the board of directors be made in accordance with the above provisions, and to ensure that the composition of the board of directors remains in accordance with the above provisions.

As an exception to the above clause, if the Company has a sole shareholder then it may be managed by a sole director exercising the powers of a board of directors.

No director needs to be a shareholder of the Company. A director shall be appointed for a period of a maximum of six years, renewable without limit, by a resolution approved by a shareholder or shareholders holding more than fifty percent of the share capital of the Company. The remuneration from time to time, if any, of the director or directors shall be determined in the same manner.

If there is a vacancy in the board of directors, then the remaining directors may co-opt another director in accordance with the Law until the next meeting of shareholders.

A director may be removed at any time, with or without cause, by a resolution approved by a shareholder or shareholders holding more than fifty percent of the share capital of the Company.

Art. 12. Powers of the directors. The board of directors is vested with the broadest powers to perform all acts necessary or useful for accomplishing the Company's purpose. All powers not expressly reserved by the Law or the Articles to the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, to the general meeting of shareholders, fall within the competence of the board of directors.

The Company shall be bound by the sole signature of its sole director, or in case of plurality of directors, by the joint signature of at least two type A director and one type C director.

The board of directors may from time to time delegate its powers for specific tasks to one or several ad hoc agents who need not be shareholder(s) or director(s) of the Company. The board of directors will determine the powers and remuneration (if any) of the agent, and the duration of its representation as well as any other relevant condition.

The day-to-day management of the business of the Company and the power to represent the Company with respect thereto may be delegated to one or more directors, officers, and/or agents, who need not be shareholders of the Company.

Art. 13. Board of directors. The board elects among its members a chairman who shall preside at all meetings of the board of directors. In case of absence of the chairman, the board of directors shall be chaired by a director present and appointed for that purpose.

The board of directors may also appoint a secretary who need not be director or shareholder of the Company and who shall be responsible for keeping the minutes of the board meetings.

The board of directors shall be held in the Grand Duchy of Luxembourg and at least one meeting of the board of director shall be held per year.

The board of directors shall meet when convened by the chairman or by request of two directors.

Notice stating the business to be discussed, the time and the place, shall be given to all directors at least 72 hours in advance of the time set for such meeting, except when waived by the consent of each director, or where all the directors are present or represented.

Any director may act at any meeting by appointing in writing or by any other suitable telecommunication means another director as his proxy. A director may represent more than one director.

Any and all directors may participate to a meeting by phone, videoconference, or any suitable telecommunication means initiated from Luxembourg allowing all directors participating in the meeting to hear each other at the same time. Such participation is deemed equivalent to a participation in person.

A meeting of the board of directors is duly constituted for all purposes if at the commencement of the meeting there are present in person or by alternate not less than one-half of the total number of directors including at least two type A director and one type C director.

Decisions of the board of directors are validly taken by a resolution approved at a duly constituted meeting of directors of the Company by the affirmative vote of not less than one-half of the directors present and represented who voted and did not abstain.

In the event of a tied vote, the chairman will have a casting vote.

Deliberations of the board of directors shall be recorded in minutes signed by the chairman or by two directors. Copies or extracts of such minutes shall be signed by the chairman or by two directors.

Art. 14. Liability of the directors. No director assumes any personal liability for or in relation to any commitment validly made by him in the name of the Company in accordance with these Articles by reason of his position as a director of the Company.

Section IV - Shareholders

Art. 15. Sole shareholder. A sole shareholder assumes all the powers devolved to the general meeting of shareholders in accordance with the Law.

Art. 16. General meetings. General meetings of shareholders may be convened by the board of directors, failing that by the statutory auditor or the supervisory board if any, or failing that by a shareholder or shareholders holding more than fifty percent of the share capital of the Company.

Written notices convening a general meeting, setting out the agenda, and stating the time and place of the meeting, shall be sent to each registered shareholder at least eight days in advance of the time set for the meeting.

If all of the shareholders are present or represented at the general meeting, and state that they have been duly informed of the agenda for the meeting, then the meeting may be held without prior notice.

Any shareholder may appoint, by any form of written communication (such as letter or fax or email) another person to act as such shareholder's proxy at any general meeting. Such other person need not be a shareholder of the Company.

Resolutions of the general meetings of shareholders are validly taken at the majority of votes cast, by shareholder(s) present or represented and entitled to cast a vote.

However general meetings of shareholders convened to amend the Articles (extraordinary general meetings) validly decide only where more than 50% (fifty percent) of the share capital of the Company is represented. If the quorum is not reached at a first meeting, the shareholders shall be convened by registered letter to a second meeting.

Resolutions will be validly taken at this second meeting regardless of the portion of share capital represented.

However, resolutions to amend the Articles shall only be adopted at the first or second meeting by a resolution taken by at least two-thirds of the votes of the shareholders present or represented who voted and did not abstain or which vote is not null, being noted that in accordance with article 7 of the Articles, as long as % (a quarter) of the Class A and Class B Preferred Shares are outstanding, the consent of holders of at least 50% of the then-outstanding Class A and Class B Preferred Shares is required to amend the Articles if it would adversely alter the rights of the holders of Class A and Class B Preferred Shares.

A general meeting shall be held annually within the Grand Duchy of Luxembourg, at the registered office of the Company or at any other place as indicated in the convening notice, on the third Thursday of June or on the following business day if such day is a public holiday.

Section V - Financial year - Balance sheet - Profits - Audit

Art. 17. Financial year. The financial year of the Company starts on January 1st and ends on December 31st each year.

Art. 18. Annual accounts. Each year, at the end of the financial year, the board of directors shall draw up a balance sheet and a profit-and-loss account in accordance with the Law, to which an inventory will be annexed, constituting altogether the annual accounts, and which will then be submitted to the shareholders for approval.

Art. 19. Profits. Any credit balance in the profit and loss account after deduction of expenses, costs, amortisations, charges and provisions, as such account is approved by the shareholders, represents the net profit of the Company.

Each year, five percent of the net profit shall be allocated to the legal reserve account of the Company. This allocation ceases to be compulsory when and whilst the legal reserve amounts to at least one-tenth of the share capital, but must be resumed if at any time the legal reserve falls below that amount for any reason.

After allocation to the legal reserve, a preferential and non-cumulative dividend equal to 8% of the Amount Invested (as such term is defined in the Shareholders Agreement) per Class A and Class B Preferred Share shall be paid to the holders of Class A and Class B Preferred Shares provided that such dividend be declared by the board of directors.

The remaining profit shall be allocated by a resolution approved by the affirmative vote of a shareholder or shareholders holding more than fifty percent of the share capital of the Company, resolving to distribute it proportionally to the holders of Founder Shares and Common Shares, to carry it forward, or to transfer it to a distributable reserve.

Art. 20. Interim dividends. Notwithstanding the above, the board of directors may decide, in accordance with the Law, to pay interim dividends before the end of the current financial year, on the basis of a statement of accounts prepared by the board of directors and showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realised profits since the end of the last financial year, increased by carried-forward profits and distributable reserves, but decreased by carried-forward losses and sums to be allocated to a reserve established in accordance with the Law or the Articles.

Art. 21. Audit. The supervision of the Company shall be entrusted to a statutory auditor (commissaire) or, as the case might be, to a supervisory board comprising of more than one statutory auditor.

No statutory auditor needs to be a shareholder of the Company.

A statutory auditor shall be appointed by a resolution approved by a shareholder or shareholders holding more than fifty percent of the share capital of the Company and will serve for a term ending on the date of the annual general meeting of shareholders following his appointment. However, his appointment may be renewed by the general meeting of shareholders.

Where the conditions of article 35 of "the law of the 19th December 2002 concerning the register of trade and companies as well as the accountancy and annual accounts of undertakings" are met, the Company shall have its annual accounts audited by one or more qualified auditors (réviseurs d'entreprises agréé) appointed by the general meeting of shareholders. The general meeting of shareholders may however appoint a qualified auditor at any time.

If one or more qualified auditors are appointed, then no statutory auditors need be appointed.

Section VI - Dissolution - Liquidation

Art. 22. Dissolution. The dissolution of the Company shall be resolved by the sole shareholder, or in case of plurality of shareholders, by the general meeting of shareholders by a resolution taken at the same majority as is required for the amendments of the Articles.

Art. 23. Liquidation. The liquidation of the Company will be carried out by one or more liquidators appointed by the sole shareholder, or, if there is more than one shareholder, at a general meeting of shareholders by a resolution approved by the shareholder or shareholders with the same majority as is required for an amendment to the Articles of the share capital of the Company. The sole shareholder or the resolution (as appropriate) shall also determine the powers and remuneration of the liquidator or liquidators. The holders of Class A and Class B Preferred Shares are entitled to a preferential right of reimbursement of the contribution in consideration of which the Class A and Class B Preferred Shares have been issued.

At the time of closing of the liquidation, the assets of the Company will be allocated to the sole shareholder, or, if there is more than one shareholder, to the holders of Common Shares and Founder Shares proportionally to the shares that they hold."

Estimate of Costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its capital increase, have been estimated at about three thousand five hundred euro (EUR 3,500).

The amount of the share capital increase is evaluated at five hundred fifty-five thousand one hundred twenty-nine euro and twenty-six cents (EUR 555,129.26).

There being no further business, the meeting is closed.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that upon request of the proxyholder of the appearing persons, this deed is worded in English, followed by a French version; upon request of the same appearing proxyholder of the appearing persons and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will be prevailing.

Whereof, this deed is drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the above appearing parties known to the notary, such person signed together with the notary this deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mil treize, le huit avril.

Par-devant Nous, Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme Game Design Entertainment SA (la «Société»), une société anonyme régie par le droit luxembourgeois, ayant son siège social au 30, Rue des Scillas, L-2529 Luxembourg-Howald, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 163.083, constituée par devant Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 1^{er} août 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2587 du 25 octobre 2011.

Les statuts de la Société (les «Statuts») ont été modifiés en dernier lieu en date du 30 juillet 2012 par devant le notaire instrumentaire, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2324 du 18 septembre 2012.

L'assemblée est déclarée ouverte sous la présidence de Madame Bouchra AKHERTOUS, employée privée, avec adresse professionnelle au 70, route d'Esch L-1470 Luxembourg,

qui désigne comme secrétaire Madame Corinne PETIT, employée privée, avec adresse professionnelle au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Raymond THILL, maître en droit, avec même adresse professionnelle.

Le bureau ainsi constitué, le Président a exposé et prié le notaire instrumentant d'acter:

I. Que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1. Suppression de l'article 10 des statuts de la Société ainsi que renumérotation subséquente des articles suivants;
2. Modification de l'article 7, troisième alinéa des statuts de la Société;
3. Modification de l'article 16 (anciennement article 17), 8^{ème} alinéa des statuts de la Société;
4. Modification de l'article 19 (anciennement article 20), 3^{ème} alinéa des statuts de la Société;
5. Modification de l'article 23 (anciennement article 24), 1^{er} alinéa des statuts de la Société;

6. Diminution du capital autorisé de son montant actuel de cent quarante mille dollars américains (140.000.- USD) à quatre-vingt-onze mille quatre cent quatre-vingt-quatre dollars américains et dix cents (USD 91.484,10), sous les mêmes termes et conditions que prévus dans l'ancien capital autorisé; le conseil d'administration sera expressément autorisé à procéder aux dites émissions sans avoir à réserver aux actionnaires existants de droit préférentiel de souscription des actions à émettre, étant précisé que les détenteurs d'Actions privilégiées disposeront d'un droit de préemption au titre d'une émission future d'Actions privilégiées et ce, au prorata du nombre d'Actions privilégiées qu'ils détiennent, conformément à un rapport spécial du conseil d'administration à l'assemblée générale en conformité avec l'article 32-3(5) de la loi sur les sociétés commerciales du 10 août 1915;

7. Augmentation du capital social de la Société de son montant actuel de cinquante-trois mille six cent onze dollars américains (53.611.-USD) par la somme de quatre mille onze dollars américains et dix cents (4.011,10 USD) afin de le porter à la somme de cinquante-sept mille six cent vingt-deux dollars américains et dix cents (57.622,10 USD) par l'émission de quarante mille cent onze (40.111) nouvelles Actions Privilégiées de catégorie B ayant une valeur nominale de dix cents (0,10 USD) chacune, assortie d'une prime d'émission de sept cent dix-sept mille neuf cent quatre-vingt-six dollars américains et quatre-vingt-dix cents (717.986,90 USD); souscription des nouvelles actions émises par un apport en numéraire par des nouveaux et anciens actionnaires;

8. Modification subséquente de l'article 6, premier, deuxième et troisième alinéa des statuts de la société;
9. Modification des livres et registres de la Société afin de refléter les changements ci-dessus;
10. Transfert du siège social de la société au 70, route d'Esch L-1470 Luxembourg;
11. Modification subséquente de l'article 5, première phrase, des statuts de la société;
12. Nomination d'un commissaire aux comptes;
13. Adoption d'une version coordonnée des statuts suite aux décisions à prendre ci-avant;
14. Divers.

II. Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent, sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Que les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées «ne varietur» par les comparants resteront pareillement annexées aux présentes.

III. Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée et les actionnaires présents ou représentés déclarant avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage.

IV. Que la présente assemblée est par conséquent régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

L'assemblée générale des actionnaires, après avoir délibéré demande au notaire d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

Les actionnaires décident de supprimer l'article 10 des statuts de la Société et en conséquence de renuméroter les articles suivants de sorte que l'ancien article 11 est désormais l'article 10 et ainsi de suite.

Deuxième résolution

Les actionnaires décident de modifier la date du Pacte d'Actionnaires mentionnée dans l'article 7, troisième alinéa des statuts de la Société de sorte à ce qu'il aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 7 Conditions des Actions privilégiées de catégorie A et B. (3^{ème} alinéa).** Chaque Action privilégiée de catégorie A et B sera assortie d'un droit de vote identique à celui qui lui serait attaché en cas de conversion en Action ordinaire. En outre, aussi longtemps que % (un quart) des Actions privilégiées de catégorie A et B sera en circulation, le consentement des détenteurs d'au moins 50% des Actions privilégiées de catégorie A et B alors en circulation sera requis pour (i) modifier les Statuts, dès lors que lesdites modifications auraient pour effet de porter atteinte aux droits des détenteurs des Actions privilégiées de catégorie A et B, (ii) modifier le nombre des Actions privilégiées de catégorie A et B, (iii) autoriser ou émettre des titres assortis de droits privilégiés ou titres pari passu, (iv) approuver une fusion, vente d'actifs, autre restructuration de la Société ou acquisition, sauf stipulation prévue par le Pacte d'actionnaires daté du 1^{er} avril 2013, conclu entre la Société et les parties additionnelles le «Pacte d'Actionnaires»), (v) procéder au rachat des Actions d'apport à une occasion autre que la révocation d'un consultant, administrateur ou salarié, sauf stipulation prévue par le Pacte d'actionnaires, (vi) déclarer ou verser un quelconque dividende ou une quelconque distribution au titre des actions ou (vii) dissoudre la Société et/ou la mettre en liquidation.»

Troisième résolution

Les actionnaires décident de modifier l'article 16 (anciennement l'article 17), 8^{ème} alinéa des statuts qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 16. Assemblées générales. (8^{ème} alinéa).** Toutefois, les résolutions relatives à une modification des statuts ne seront adoptées en première ou deuxième assemblée que par résolution prise par au moins deux tiers des votes des actionnaires présents ou représentés ayant voté et ne s'étant pas abstenus ou dont le vote n'est pas nul, étant entendu qu'aux termes de l'article 7 des statuts, tant que % (un quart) des Actions privilégiées de Catégorie A et de Catégorie B sera en circulation, le consentement des détenteurs d'au moins 50% des Actions privilégiées de Catégorie A et de Catégorie B en circulation au moment donné sera requis pour la modification des Statuts, dans la mesure où les droits des détenteurs d'Actions privilégiées de Catégorie A et de Catégorie B s'en trouveraient lésés.»

Quatrième résolution

Les actionnaires décident de modifier l'article 19 (anciennement l'article 20), 3^{ème} alinéa, des statuts qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 19. Bénéfices. (3^{ème} alinéa).** Après affectation à la réserve légale, un dividende préférentiel et non cumulatif équivalant à 8 % du Montant investi (au sens du Pacte d'actionnaires) par Action privilégiée de catégorie A et de Catégorie B sera versé aux détenteurs d'Actions privilégiées de catégorie A et de Catégorie B, sous réserve de la déclaration dudit dividende par le conseil d'administration.»

Cinquième résolution

Les actionnaires décident de modifier l'article 23 (anciennement l'article 24), 1^{er} alinéa, des statuts qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 23. Liquidation. (1^{er} alinéa).** La liquidation de la Société sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs désignés par l'actionnaire unique ou, en cas de pluralité d'actionnaires, lors d'une assemblée générale des actionnaires par voie de résolution approuvée par le ou les actionnaires à la même majorité que celle requise pour la modification des Statuts ou du capital de la Société. L'actionnaire unique ou la résolution (le cas échéant) devront également fixer les pouvoirs et la rémunération du ou des liquidateurs. Les détenteurs d'Actions privilégiées de catégorie A et de Catégorie B bénéficieront d'un droit préférentiel de remboursement de l'apport en contrepartie duquel les Actions privilégiées de catégorie A et de Catégorie B auront été émises.»

Sixième résolution

Les actionnaires décident de diminuer le capital autorisé de son montant actuel de cent quarante mille dollars américains (140.000,- USD) à un montant de quatre-vingt-onze mille quatre cent quatre-vingt-quatre dollars américains et dix cents (91.484,10 USD) réparti comme suit:

- 350.000 Actions d'apport;
- 111.000 Actions privilégiées de catégorie A;
- 400.000 Actions privilégiées de catégorie B, et
- 53.841 Actions ordinaires,

d'une valeur nominale de dix cents (0,10 USD) chacune. Les actions privilégiées de catégorie A et de Catégorie B sont assorties d'une prime d'émission de dix-sept dollars américains et quatre-vingt-dix cents (USD 17,90) chacune.

Pouvoir est donné au conseil d'administration pour une période prenant fin le 2 avril 2018, d'augmenter à une ou plusieurs reprises le capital souscrit, endéans les limites du capital autorisé.

Ce montant réduit du capital autorisé pourra être souscrit et émis sous les mêmes termes et conditions que prévus dans l'ancien capital autorisé; le conseil d'administration sera expressément autorisé à procéder aux dites émissions sans avoir à réserver aux actionnaires existants de droit préférentiel de souscription des actions à émettre, étant précisé que les détenteurs d'Actions privilégiées disposeront d'un droit de préemption au titre d'une émission future d'Actions privilégiées et ce, au prorata du nombre d'Actions privilégiées qu'ils détiennent,

conformément à un rapport spécial du conseil d'administration à l'assemblée générale en conformité avec l'article 32-3 (5) de la loi sur les sociétés commerciales du 10 août 1915, qui restera annexé au présent acte.

Septième résolution

Les actionnaires décident d'augmenter le capital social de la Société de son montant actuel de cinquante-trois mille six cent onze dollars américains (53.611,- USD) par la somme de quatre mille onze dollars américains et dix cents (4.011,10 USD) afin de le porter à la somme de cinquante-sept mille six cent vingt-deux dollars américains et dix cents (57.622,10 USD) par l'émission de quarante mille cent onze (40.111) nouvelles Actions Privilégiées de catégorie B ayant une valeur nominale de dix cents (0,10 USD) chacune, assortie d'une prime d'émission globale de sept cent dix-sept mille neuf cent quatre-vingt-six dollars américains et quatre-vingt-dix cents (717.986,90 USD).

L'ensemble des quarante mille cent onze (40.111) nouvelles Actions Privilégiées de catégorie B sera souscrits par une partie des actionnaires actuels et par de nouveaux actionnaires.

Souscription et Libération

L'ensemble des quarante mille cent onze (40.111) nouvelles Actions Privilégiées de catégorie B ont été souscrites comme suit:

1) Angyal SAS, société par actions simplifiée de droit français, ayant son siège social au 3, avenue du General Leclerc, F-92210 Saint-Cloud, France, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 437 618 499, ici représentée par Madame Bouchra AKHERTOUS, prénommée, en vertu d'une procuration sous seing privé signée à Luxembourg en date du 1^{er} avril 2013,

déclare souscrire à quatre mille sept cent cinquante (4.750) nouvelles Actions Privilégiées de catégorie B ayant une valeur nominale de dix cents (0,10 USD) chacune, pour un prix total de quatre cent soixante-quinze dollars américains (475.- USD) ensemble avec une prime d'émission de quatre-vingt-cinq mille vingt-cinq dollars américains (85.025.- USD); et

2) Solaire Production, une société à responsabilité limitée de droit français, ayant son siège social au 3, rue de Messine, F-75008 Paris, France, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 503 026 031, ici représentée par Madame Bouchra AKHERTOUS, prénommée, en vertu d'une procuration sous seing privé signée à Luxembourg en date du 1^{er} avril 2013,

déclare souscrire à sept cent cinquante (750) nouvelles Actions Privilégiées de catégorie B ayant une valeur nominale de dix cents (0,10 USD) chacune, pour un prix total de soixante-quinze dollars américains (75.- USD) ensemble avec une prime d'émission de treize-mille quatre cent vingt-cinq dollars américains (13.425.- USD); et

3) SGF Victor Douce, société de droit français, ayant son siège social au 3, avenue du General Leclerc, F-92210 Saint-Cloud, France, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 432 426 435, ici représentée par Madame Bouchra AKHERTOUS, prénommée, en vertu d'une procuration sous seing privé signée à Luxembourg en date du 1^{er} avril 2013,

déclare souscrire à trois mille sept-cent soixante-dix huit (3.778) nouvelles Actions Privilégiées de catégorie B ayant une valeur nominale de dix cents (0,10 USD) chacune, pour un prix total de trois cent soixante-dix-sept dollars américains et quatre-vingt cents (377,80 USD) ensemble avec une prime d'émission de soixante-sept mille six cent vingt-six dollars américains et vingt cents (67.626,20 USD); et

4) ACTIS S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 15, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg, et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 163.632, ici représentée par Madame Bouchra AKHERTOUS, prénommée, en vertu d'une procuration sous seing privé signée à Luxembourg en date du 1^{er} avril 2013,

déclare souscrire à cinq mille (5.000) nouvelles Actions Privilégiées de catégorie B ayant une valeur nominale de dix cents (0,10 USD) chacune, pour un prix total de cinq cents dollars américains (500.- USD) ensemble avec une prime d'émission de quatre-vingt-neuf mille cinq cents dollars américains (89.500.- USD); et

5) Monsieur Daniel HECHTER, né le 30 juillet 1938 à Paris (France), demeurant au 12, route de Genève, CH-Rolle, ici représentée par Madame Bouchra AKHERTOUS, prénommée, en vertu d'une procuration sous seing privé signée à Luxembourg en date du 1^{er} avril 2013,

déclare souscrire à deux mille sept cent soixante-dix huit (2.778) nouvelles Actions Privilégiées de catégorie B ayant une valeur nominale de dix cents (0,10 USD) chacune, pour un prix total de deux cent soixante-dix-sept dollars américains et quatre-vingt cents (277,80 USD) ensemble avec une prime d'émission de quarante-neuf mille sept cent vingt-six dollars américains et vingt cents (49.726,20 USD); et

6) Dima Corp SA, une société de droit luxembourgeois ayant son siège social au 70, route d'Esch, L-1470 Luxembourg, et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 148.757, ici représentée par Madame Bouchra AKHERTOUS, prénommée, en vertu d'une procuration sous seing privé signée à Luxembourg en date du 1^{er} avril 2013,

déclare souscrire à trois mille trois cent cinq (3.305) nouvelles Actions Privilégiées de catégorie B ayant une valeur nominale de dix cents (0,10 USD) chacune, pour un prix total de trois cent trente dollars américains et cinquante cents (330,50 USD) ensemble avec une prime d'émission de cinquante-neuf mille cent cinquante-neuf dollars américains et cinquante cents (59.159,50 USD); et

7) Madame Maya BASSIL, née le 16 juin 1957 à Beirut (Liban), ayant son adresse privée au Immeuble Hugo, 43, rue Rouchaid El Dahdah, Achrafiye, Beirut, Liban, ici représentée par Madame Bouchra AKHERTOUS, prénommée, en vertu d'une procuration sous seing privé signée à Luxembourg en date du 1^{er} avril 2013,

déclare souscrire à seize mille huit cent trente-trois (16.833) nouvelles Actions Privilégiées de catégorie B ayant une valeur nominale de dix cents (0,10 USD) chacune, pour un prix total de mille six cent quatre-vingt-trois dollars américains et trente cents (1.683,30 USD) ensemble avec une prime d'émission de trois cent un mille trois cent dix dollars américains et soixante-dix cents (301.310,70 USD); et

8) Monsieur Tamer HASSANEIN, né le 22 septembre 1985, à Stanford (Etats-Unis d'Amérique), ayant son adresse privée au 733 Front St Suite 506 San Francisco, CA 94111, Etats-Unis d'Amérique, ici représentée par Madame Bouchra AKHERTOUS, prénommée, en vertu d'une procuration sous seing privé signée à Luxembourg en date du 1^{er} avril 2013,

déclare souscrire à deux cent soixante-dix-huit (278) nouvelles Actions Privilégiées de catégorie B ayant une valeur nominale de dix cents (0,10 USD) chacune, pour un prix total de vingt-sept dollars américains et quatre-vingt cents (27,80 USD) ensemble avec une prime d'émission de quatre mille neuf cent soixante-seize dollars américains et vingt cents (4.976,20 USD); et

9) Monsieur Marc Alexandre SABA, né le 23 août 1984, à Paris (France), ayant son adresse privée au 29, rue Le Corbusier, CH-1208 Genève, Suisse, ici représentée par Madame Bouchra AKHERTOUS, prénommée, en vertu d'une procuration sous seing privé signée à Luxembourg en date du 1^{er} avril 2013,

déclare souscrire à deux cent soixante-dix-huit (278) nouvelles Actions Privilégiées de catégorie B ayant une valeur nominale de dix cents (0,10 USD) chacune, pour un prix total de vingt-sept dollars américains et quatre-vingt cents (27,80 USD) ensemble avec une prime d'émission de quatre mille neuf cent soixante-seize dollars américains et vingt cents (4.976,20 USD); et

10) VR Capital, LLC, une société de droit américain ayant son siège social au 41672 Sudbury Court, MI 48375 Novi, Etats-Unis d'Amérique, ici représentée par Madame Bouchra AKHERTOUS, prénommée, en vertu d'une procuration sous seing privé signée à Luxembourg en date du 1^{er} avril 2013,

déclare souscrire à deux cent soixante-dix-huit (278) nouvelles Actions Privilégiées de catégorie B ayant une valeur nominale de dix cents (0,10 USD) chacune, pour un prix total de vingt-sept dollars américains et quatre-vingt cents (27,80 USD) ensemble avec une prime d'émission de quatre mille neuf cent soixante-seize dollars américains et vingt cents (4.976,20 USD); et

11) BR Capital Group, LLC, une société de droit américain ayant son siège social au 603 Church Street, MI 48104 Ann Arbor, Etats-Unis d'Amérique, ici représentée par Madame Bouchra AKHERTOUS, prénommée, en vertu d'une procuration sous seing privé signée à Luxembourg en date du 1^{er} avril 2013,

déclare souscrire à deux cent soixante-dix-huit (278) nouvelles Actions Privilégiées de catégorie B ayant une valeur nominale de dix cents (0,10 USD) chacune, pour un prix total de vingt-sept dollars américains et quatre-vingt cents (27,80 USD) ensemble avec une prime d'émission de quatre mille neuf cent soixante-seize dollars américains et vingt cents (4.976,20 USD); et

12) Lockeism Holding SAL, une société de droit libanais ayant son siège social au Fransabank Center, Hamra Street, Beirut, Liban 77, ici représentée par Madame Bouchra AKHERTOUS, prénommée, en vertu d'une procuration sous seing privé signée à Luxembourg en date du 1^{er} avril 2013,

déclare souscrire à mille huit cent cinq (1.805) nouvelles Actions Privilégiées de catégorie B ayant une valeur nominale de dix cents (0,10 USD) chacune, pour un prix total de cent quatre-vingts dollars américains et cinquante cents (180,50 USD) ensemble avec une prime d'émission de trente-deux mille trois cent neuf dollars américains et cinquante cents (32.309,50 USD).

L'ensemble des quarante mille cent onze (40.111) nouvelles Actions Privilégiées de catégorie B, ensemble avec la prime d'émission d'un montant de sept cent dix-sept mille neuf cent quatre-vingt-six dollars américains et quatre-vingt-dix cents (717.986,90 USD) ont été intégralement payées par apport en numéraire des investisseurs prénommés, de telle sorte que le montant total de sept cent vingt et un mille neuf cent quatre-vingt-dix-huit dollars américain (721.998,- USD) est à la disposition de la Société, comme il en a été attesté au notaire signataire du présent acte.

Lesdites procurations, après signature «ne varietur» par le mandataire et le notaire soussignée, resteront annexées au présent acte pour être enregistrée en même temps.

Huitième résolution

En relation avec les quatrième et cinquième résolutions, les actionnaires décident de modifier l'article 6, premier, second et troisième alinéa des statuts de la Société.

L'article 6, premier, second et troisième alinéa auront désormais la teneur suivante:

" **Art. 6. Capital. (Premier, Second et Troisième paragraphe).** Le capital social de la Société est fixé à cinquante-sept mille six cent vingt-deux dollars américains et dix cents (57.622,10 USD), divisé en quatre (4) catégories d'actions, à savoir:

- trois cent cinquante mille (350.000) actions d'apport (les «Actions d'apport»);
- cent onze mille (111.000) actions privilégiées de catégorie A (les «Actions privilégiées de catégorie A»);
- soixante-seize mille deux cent vingt et une (76.221) actions privilégiées de catégorie B (les «Actions privilégiées de catégorie B»);
- trente-neuf mille (39.000) actions ordinaires (les «Actions ordinaires»),

(les Actions privilégiées de catégorie A et les Actions privilégiées de catégorie B étant ci-après nommées les «Actions privilégiées»).

La valeur nominale des cinq cent soixante-seize mille deux cent vingt et une (576.221) actions s'élève à dix centimes (0,10 USD) chacune.

Le capital autorisé de la Société est fixé à quatre-vingt-onze mille quatre cent quatre-vingt-quatre dollars américains et dix cents (91.484,10 USD) réparti comme suit:

- 350.000 Actions d'apport;
- 111.000 Actions privilégiées de catégorie A;
- 400.000 Actions privilégiées de catégorie B, et
- 53.841 Actions ordinaires,

d'une valeur nominale de dix cents (0,10 USD). Les actions privilégiées de catégorie A et de Catégorie B sont assorties d'une prime d'émission de dix-sept dollars américains et quatre-vingt-dix cents (17,90 USD) chacune.»

Neuvième résolution

Les actionnaires décident de modifier les livres et registres de la Société pour qu'ils reflètent les modifications ci-dessus.

Dixième résolution

Les actionnaires décident de transférer le siège social de la Société du 30, Rue des Scillas, L-2529 Luxembourg-Howald au 70, route d'Esch, L-1470 Luxembourg.

Onzième résolution

Les actionnaires décident également de modifier en conséquence l'article 5, premier paragraphe des statuts de la Société, pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 5. Siège social. (1^{er} paragraphe).** Le siège social de la Société est établi à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg. Il pourra être transféré en tout autre lieu à Luxembourg par résolution du conseil d'administration conformément aux présents Statuts, ou en tout autre lieu dans le Grand-Duché de Luxembourg par résolution approuvée par les actionnaires statuant à la même majorité que celle requise pour la modification des statuts.»

Douzième résolution

Les actionnaires décident de nommer pour une période de six (6) ans, la société ONE Luxembourg S.A., ayant son siège social au 70, route d'Esch L-1470 Luxembourg, et inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 136.691, aux fonctions de commissaire aux comptes de la Société, en remplacement de Fideom Luxembourg Trust (anciennement SBG Expertise Sàrl), démissionnaire.

Treizième résolution

Les actionnaires décident d'adopter une version coordonnée des statuts de la Société suite aux décisions à prendre ci-avant, laquelle aura la teneur suivante:

«Section I^{er} - Forme - Dénomination - Objet - Durée - Siège social

Art. 1^{er}. Forme. Il sera formé par les comparants une société anonyme régie par le droit luxembourgeois ainsi que par les présents Statuts (la «Société»).

Art. 2. Dénomination. La société a pour dénomination: Game Design Entertainment SA.

Art. 3. Objet social. La Société a pour objet d'investir, d'acquérir et de prendre des participations et des parts, sous quelque forme que ce soit, dans tout type de sociétés luxembourgeoises ou étrangères, d'acquérir par voie d'investissements, de participations, d'achats, d'options ou de toute autre manière, tous titres, droits, participations, brevets, marques, licences ou autres droits de propriété intellectuelle, ou tous biens jugés utiles par la Société et, de manière générale, de les détenir, gérer, développer, grever, vendre ou aliéner, en tout ou en partie, pour la contrepartie que la Société jugera appropriée.

La Société pourra également procéder à toutes opérations financières, commerciales ou autres et accorder à toute société ou personne morale faisant partie du même groupe de sociétés que la Société ou étant affiliée de quelque façon que ce soit à la Société, y compris, de manière non limitative, les sociétés ou personnes morales dans lesquelles la Société détient directement ou indirectement des participations, financières ou autres, toute assistance, tout prêt ou toute avance, ou accorder en faveur de tiers toute sûreté ou garantie visant à garantir les obligations de telles sociétés ou personnes morales, et emprunter et lever des fonds de quelque manière que ce soit et garantir par tout moyen le remboursement de toute somme empruntée.

Finalement, la Société pourra prendre toute mesure et effectuer toute opération en relation directe ou indirecte avec son objet social aux fins d'en favoriser la réalisation.

Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 5. Siège social. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg. Il pourra être transféré en tout autre lieu à Luxembourg par résolution du conseil d'administration conformément aux présents Statuts, ou en tout autre lieu dans le Grand-Duché de Luxembourg par résolution approuvée par les actionnaires statuant à la même majorité que celle requise pour la modification des statuts.

La Société pourra avoir d'autres bureaux et succursales, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Section II - Capital - Actions

Art. 6. Capital. Le capital social de la Société est fixé à cinquante-sept mille six cent vingt-deux dollars américains et dix cents (57.622,10 USD), divisé en quatre (4) catégories d'actions, à savoir:

- trois cent cinquante mille (350.000) actions d'apport (les «Actions d'apport»);
 - cent onze mille (111.000) actions privilégiées de catégorie A (les «Actions privilégiées de catégorie A»);
 - soixante-seize mille deux cent vingt et une (76.221) actions privilégiées de catégorie B (les «Actions privilégiées de catégorie B»);
 - trente-neuf mille (39.000) actions ordinaires (les «Actions ordinaires»);
- (les Actions privilégiées de catégorie A et les Actions privilégiées de catégorie B étant ci-après nommées les «Actions privilégiées»).

La valeur nominale des cinq cent soixante-seize mille deux cent vingt et une (576.221) actions s'élève à dix centimes (0,10 USD) chacune.

Le capital autorisé de la Société est fixé à quatre-vingt-onze mille quatre cent quatre-vingt-quatre dollars américains et dix cents (91.484,10 USD) réparti comme suit:

- 350.000 Actions d'apport;
- 111.000 Actions privilégiées de catégorie A;
- 400.000 Actions privilégiées de catégorie B, et
- 53.841 Actions ordinaires,

d'une valeur nominale de dix cents (0,10 USD). Les actions privilégiées de catégorie A et de Catégorie B sont assorties d'une prime d'émission de dix-sept dollars américains et quatre-vingt-dix cents (17,90 USD) chacune.

Toutes les actions sont au porteur ou nominatives. Un registre des actions nominatives sera tenu par la Société, lequel fera état du nom et de l'adresse de chaque actionnaire, du nombre d'actions détenues par ledit actionnaire, des paiements effectués relativement aux dites actions ainsi que des détails et dates des transferts et des détails et dates de la conversion d'actions en titres au porteur.

Le capital social et le capital social autorisé, selon le cas, pourront être augmentés ou diminués de temps à autre, par résolution approuvée par les actionnaires statuant à la même majorité que celle requise pour la modification des statuts.

Par ailleurs, conformément à l'article 32 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée le cas échéant (la «Loi»), le conseil d'administration pourra, durant une période de cinq ans à compter de la date de publication des Statuts, sans préjudice de renouvellements, augmenter de temps à autre le capital social dans la limite du capital autorisé et modifier les Statuts de manière à refléter ladite augmentation. Le conseil d'administration disposera

des pouvoirs les plus étendus pour définir les conditions et les modalités d'émission, de souscription et de paiement des Actions nouvelles susceptibles d'être émises, notamment avec ou sans prime d'émission et libérées par voie d'apport en nature ou en numéraire, ou de tout autre manière définie par le conseil d'administration. Le conseil d'administration sera expressément autorisé à procéder aux dites émissions sans avoir à réserver aux actionnaires existants de droit préférentiel de souscription des actions à émettre, étant précisé que les détenteurs d'Actions privilégiées disposeront d'un droit de préemption au titre d'une émission future d'Actions privilégiées et ce, au prorata du nombre d'Actions privilégiées qu'ils détiennent. Le conseil d'administration pourra déléguer à tout administrateur ou à tout tiers dûment autorisé, le pouvoir de constater les apports et de recevoir les paiements des actions représentant tout ou partie de l'augmentation de capital, dans les limites du capital autorisé.

Art. 7. Conditions des Actions privilégiées de catégorie A et B. Lors de la liquidation de la Société, les détenteurs d'Actions privilégiées de catégorie A et B pourront bénéficier d'un droit préférentiel de remboursement de l'apport en contrepartie duquel les Actions privilégiées de catégorie A et B auront été émises. A la clôture de la liquidation, les actifs de la Société seront alloués uniquement aux détenteurs d'Actions d'apport, d'Actions ordinaires et d'actions Privilégiées de catégorie A et B sur une base proportionnelle.

Chaque Action privilégiée de catégorie A sera à tout moment convertible en Actions ordinaires, au gré du détenteur des dites Actions privilégiées de catégorie A, étant précisé que le rapport de conversion sera de 1 (une) Action ordinaire pour 1 (une) Action privilégiée de catégorie A et B. Les Actions privilégiées de catégorie A et B seront converties d'office à (i) la clôture d'une première offre publique de souscription (IPO) ou (ii) avec le consentement des détenteurs d'au moins 50 % des Actions privilégiées de catégorie A et B en circulation.

Chaque Action privilégiée de catégorie A et B sera assortie d'un droit de vote identique à celui qui lui serait attaché en cas de conversion en Action ordinaire. En outre, aussi longtemps que % (un quart) des Actions privilégiées de catégorie A et B sera en circulation, le consentement des détenteurs d'au moins 50% des Actions privilégiées de catégorie A et B alors en circulation sera requis pour (i) modifier les Statuts, dès lors que lesdites modifications auraient pour effet de porter atteinte aux droits des détenteurs des Actions privilégiées de catégorie A et B, (ii) modifier le nombre des Actions privilégiées de catégorie A et B, (iii) autoriser ou émettre des titres assortis de droits privilégiés ou titres pari passu, (iv) approuver une fusion, vente d'actifs, autre restructuration de la Société ou acquisition, sauf stipulation prévue par le Pacte d'actionnaires daté du 1^{er} avril 2013, conclu entre la Société et les parties additionnelles le «Pacte d'Actionnaires»), (v) procéder au rachat des Actions d'apport à une occasion autre que la révocation d'un consultant, administrateur ou salarié, sauf stipulation prévue par le Pacte d'actionnaires, (vi) déclarer ou verser un quelconque dividende ou une quelconque distribution au titre des actions ou (vii) dissoudre la Société et/ou la mettre en liquidation.

Art. 8. Droits de vote. Chaque action, quelle que soit sa catégorie, sera assortie de droits de vote identiques, chaque actionnaire disposant d'un nombre de droits de vote au prorata du nombre total d'actions qu'il détient.

Art. 9. Indivisibilité des actions. A l'égard de la Société, les actions sont indivisibles et la Société ne reconnaîtra qu'un seul propriétaire par action.

Art. 10. Cession des actions. Sauf autorisation expresse stipulée au présent article 10, aucun actionnaire ne sera autorisé, directement ou indirectement, à céder des actions ou droits, titres ou intérêts y afférents. Toute tentative de cession d'actions en violation du présent article 10 sera nulle et non avenue, et ladite cession ne sera pas enregistrée par la Société.

Aucune cession ne pourra être effectuée en vertu du présent article 10, excepté si (a) le cessionnaire a accepté par écrit d'être lié par les termes et conditions du Pacte d'actionnaires, (b) la cession est conforme à tous égards aux autres stipulations dudit Pacte d'actionnaires et (c) la cession est conforme à tous égards à la législation en vigueur sur les valeurs mobilières.

10.1 Cessions autorisées.

Les cessions suivantes pourront être effectuées par dérogation aux stipulations de l'article 10:

- a) plans, accords ou arrangements similaires pour des salariés, consultants ou administrateurs, approuvés par le conseil d'administration de la Société;
- b) transaction extrajudiciaire approuvée par le Conseil d'administration de la Société;
- c) opérations commerciales approuvées par le conseil d'administration de la Société;
- d) recherche subventionnée, collaboration, licence technologique, développement, OEM, marketing ou accords similaires ou partenariats stratégiques approuvés par le conseil d'administration de la Société;
- e) approvisionnement en biens ou services dans le cadre d'opérations approuvées par le Conseil; et
- f) transfert au conjoint, à tous ascendants ou descendants de l'actionnaire cédant.

10.2 Droit de Première offre

(a) Cessions sous réserve du droit de première offre. Si un Investisseur (au sens du Pacte d'actionnaires) se propose de céder directement ou indirectement des actions de la Société, le Fondateur (au sens du Pacte d'actionnaires) disposera d'un droit de première offre (le «Droit de première offre») relatif à ladite cession conformément aux stipulations du présent article 10.2.

(b) Avis de cession. Au cas où un Investisseur (au sens du Pacte d'actionnaires) (l'«Investisseur cédant») proposerait de céder des actions de la Société, il adressera au préalable un avis de cession à la Société et au Fondateur (au sens du Pacte d'actionnaires), qui devra faire état: (i) du nom de l'Investisseur cédant, (ii) du nom et de l'adresse du candidat cessionnaire (le «Cessionnaire»), (iii) du nombre d'actions à céder (les «Actions cédées»), (iv) du prix que l'Investisseur cédant est disposé à accepter au titre des Actions cédées (le «Prix offert»), (v) de la date prévue d'exécution de la cession proposée, (vi) d'une attestation mentionnant que le Candidat cessionnaire a connaissance du Pacte d'actionnaires et accepte d'être lié par les termes de celui-ci et

(vii) d'une attestation mentionnant qu'aucune contrepartie, matérielle ou immatérielle autre que celle mentionnée dans l'avis de cession, n'est offerte à l'Investisseur cédant. Ledit avis de cession devra être accompagné d'une copie fidèle et intégrale de tous les accords éventuels conclus entre l'Investisseur cédant et le Cessionnaire en rapport avec la cession proposée (Avis de cession)).

(c) Droit de Première offre. Durant une période de 23 jours suivant la notification de l'Avis de cession conformément à l'article 10.2 (b) (la «Période d'option»), le Fondateur (au sens du Pacte d'actionnaires) aura le droit mais non l'obligation - droit qu'il pourra exercer en adressant un Avis d'acceptation tel que visé à l'article 10.2 (d) des Statuts - d'acquérir la totalité des Actions cédées à un prix d'achat équivalant au Prix offert par action et conformément aux autres conditions énoncées dans l'Avis de cession. Au cas où le Fondateur (le «Destinataire de l'Offre non participant») déclinerait cette offre ou serait réputé, en vertu de l'article 10.2 (d), avoir renoncé à son Droit de première offre, tout Investisseur (au sens du Pacte d'actionnaires) autorisé à exercer son droit de deuxième offre (le «Droit de deuxième offre») (tout «Destinataire de l'Offre participant») aura le droit, conformément aux stipulations de l'article 10.2 (e), d'acheter tout ou partie des Actions cédées que le Destinataire de l'Offre non participant refuserait d'acheter (collectivement les «Actions réductibles cédées»).

(d) Exercice des droits. Le Droit de deuxième offre de chaque Destinataire de l'Offre participant prévu à l'article 10.2 (c) pourra être exercé par envoi, à l'attention de l'Investisseur cédant, avec une copie à chaque Destinataire de l'Offre participant, d'un avis écrit notifiant l'exercice dudit droit (un «Avis d'acceptation») dans les 22 jours suivant (i) l'envoi de l'Avis d'acceptation par le Fondateur (au sens du Pacte d'actionnaires) ou (ii) l'expiration de la Période d'option. Tout Avis d'acceptation devra faire état (i) du nombre d'actions détenues par ledit Destinataire de l'Offre participant ainsi que de la date de l'Avis d'acceptation, (ii) du nombre d'Actions cédées que ledit Destinataire de l'Offre participant souhaite acquérir et (iii) le cas échéant, du nombre maximum d'Actions réductibles cédées que le Destinataire de l'Offre participant souhaite acquérir. tout Avis d'acceptation sera irrévocable et constituera un accord contraignant pour le Destinataire de l'Offre participant l'obligeant à acheter le nombre prévu d'Actions cédées déterminé conformément à l'article 10.2 (c). Le défaut de notification par le Destinataire de l'Offre participant de l'Avis d'acceptation dans le délai prescrit sera réputé constituer une renonciation au dit Droit de deuxième offre.

(e) Affectation des Actions réductibles cédées. Chaque Destinataire de l'Offre participant aura le droit d'acquérir le nombre d'Actions réductibles cédées figurant dans l'Avis d'acceptation du Destinataire de l'Offre participant, sous réserve que, si le nombre d'Actions réductibles cédées est inférieur au nombre total d'Actions réductibles cédées que le Destinataire de l'Offre participant souhaite acquérir et dont fait état l'Avis d'acceptation, les Actions réductibles cédées seront réparties au pro rata entre les Destinataires de l'Offre participants.

(f) Vente au Cessionnaire. Au cas où aucun des Destinataires de l'Offre participants ne ferait valoir son intention d'acheter l'ensemble des Actions cédées en application du présent article 10.2, ou que la procédure d'Achat des Actions cédées par les Destinataires de l'Offre participants ne serait pas clôturée pendant la Période d'option, aucun des Destinataires de l'Offre participants ne pourra se porter acquéreur des Actions cédées, et l'Investisseur cédant pourra céder, sous réserve de l'article 10.3 des Statuts, la totalité des Actions cédées au Cessionnaire aux conditions énoncées dans l'Avis de cession, à condition, toutefois, que (i) ladite vente intervienne de bonne foi, (ii) le prix de la vente au Cessionnaire corresponde au Prix offert et les conditions de la vente ne soient pas moins favorables à l'Investisseur cédant que celles énoncées dans l'Avis de cession, et (iii) la Cession intervienne dans les 75 jours qui suivent l'envoi de l'Avis de cession. Si, pour quelque motif que ce soit, ladite cession n'intervenait pas dans la période de 75 jours, les restrictions prévues aux présentes deviendront à nouveau d'application, et aucune cession d'actions ne pourra être effectuée par l'Investisseur cessionnaire par la suite sans nouvelle offre au Fondateur (au sens du Pacte d'actionnaires), conformément aux stipulations du présent article 10.2.

10.3 Obligation de sortie conjointe - Droits de cession conjointe.

(a) Obligation de sortie conjointe. Si le Fondateur (au sens du Pacte d'actionnaires) reçoit une offre d'achat de bonne foi d'au moins 72 % de ses actions (les «Actions offertes») de la part de tout tiers (le «Candidat acquéreur»), et le Fondateur (au sens du Pacte d'actionnaires) souhaite céder les Actions offertes au Candidat acquéreur, le Fondateur (au sens du Pacte d'actionnaires) aura le droit d'adresser une notification écrite (l'«Avis de sortie conjointe») à la Société et à chacun des Investisseurs (au sens du Pacte d'actionnaires), invitant les Investisseurs à participer à cette transaction aux conditions stipulées dans l'Avis de sortie conjointe, lesquelles conditions ne devront pas être moins favorables (sauf traitement particulier des différentes catégories et/ou séries d'actions émises par la Société) aux Investisseurs que celles offertes au Fondateur (au sens du Pacte d'actionnaires) par le Candidat acquéreur.

(b) À la réception de l'Avis de sortie conjointe, chaque Investisseur (au sens du Pacte d'actionnaires) soumettra immédiatement toutes ses actions à la transaction entre le Fondateur (au sens du Pacte d'actionnaires) et le Candidat

acquéreur en vue d'une cession conformément aux termes et conditions stipulées dans l'Avis de sortie conjointe. Chaque investisseur s'engage, sur demande raisonnable du Fondateur (au sens du Pacte d'actionnaires) ou du conseil d'administration de la Société, à signer et à remettre tous les documents nécessaires aux fins de la cession des Actions offertes.

(c) Droits de cession conjointe. Faute par (i) le Fondateur (au sens du Pacte d'actionnaires) d'exercer ses droits d'amener les Investisseurs (au sens du Pacte d'actionnaires) à céder l'ensemble des leurs actions conformément à l'article 10.3 (a) ci-dessus et si (ii) le Fondateur (au sens du Pacte d'actionnaires) se propose de céder directement ou indirectement au moins 30 % de ses actions au Candidat acquéreur, il lui appartiendra d'adresser l'Avis de cession à la Société et à chaque Investisseur conformément aux stipulations de l'article 10.2 (b) des Statuts. Chacun des Investisseurs (au sens du Pacte d'actionnaires) aura le droit (le «Droit de cession conjointe») mais non l'obligation, d'exiger du Candidat acquéreur dans le cadre de la cession proposée, d'acheter ses actions (au sens du Pacte d'actionnaires) aux mêmes conditions tarifaires et autres que celles applicables au Fondateur (au sens du Pacte d'actionnaires), étant précisé que, dans le cas où le Candidat acquéreur serait dans l'incapacité d'acheter la totalité des actions offertes par le Fondateur et par les Investisseurs conformément à leurs Droits de cession conjointe, les actions seront cédées et attribuées au Candidat acquéreur au pro rata des actions détenues par le Fondateur et des actions détenues par les Investisseurs.

(d) Avis de Cession conjointe. Dans les 30 jours qui suivent la réception de l'Avis de cession, chaque Investisseur qui choisira d'exercer son Droit de cession conjointe adressera un avis écrit, pour notifier son choix, au Fondateur (au sens du Pacte d'actionnaires), en précisant le nombre d'actions concernées par le Droit de cession conjointe. Ledit avis sera irrévocable et constituera un accord ayant force contraignante, obligeant l'Investisseur à céder lesdites actions conformément aux conditions énoncées dans l'Avis de cession. Pour être autorisé à exercer son Droit de cession conjointe, l'Investisseur sera tenu, en substance, de faire des déclarations, de donner des garanties et de prévoir une indemnisation qui soient identiques à celles du Fondateur dans le cadre de sa cession d'actions.

10.4 Vente de la totalité des actions de la Société. En cas de cession de la totalité des Actions de la Société, le prix acquitté par le Cessionnaire au titre de ladite Cession sera réparti comme suit:

Lors d'une vente inférieure ou équivalente au montant du capital investi par les Investisseurs, les détenteurs d'Actions privilégiées de catégorie A et B recevront le montant total de la vente sur une base proportionnelle.

Lors d'une vente plus élevée que le montant du capital investi par les Investisseurs, après le remboursement des détenteurs d'Actions privilégiées de catégorie A et B de leur investissement initial, le reliquat éventuel sera affecté sur une base proportionnelle à tous les actionnaires.

Section III - Administrateurs

Art. 11. Nomination des administrateurs. La Société sera administrée par un conseil d'administration.

Tant que % (un quart) des Actions privilégiées sera en circulation, le conseil d'Administration sera composé de quatre administrateurs, désignés comme suit:

- 2 (deux) administrateurs seront désignés sur une liste d'au moins 4 (quatre) candidats proposés par le Fondateur (au sens du Pacte d'actionnaires) par avis écrit adressé à la Société, dans lequel figurent le nom et les coordonnées des candidats, lesquels administrateurs seront des Administrateurs de type A;
- 1 (un) administrateur sera désigné sur une liste d'au moins 2 (deux) candidats proposés par les détenteurs d'Actions privilégiées par avis écrit adressé à la Société, dans lequel figurent le nom et les coordonnées des candidats, lequel administrateur sera un Administrateur de type B;
- 1 (un) administrateur sera un résident luxembourgeois et sera un Administrateur de type C.

Au cas où moins de % (un quart) des actions privilégiées serait en circulation, le conseil d'administration sera composé de deux types d'administrateurs différents, à savoir des administrateurs de type A et de type C, et il sera composé d'au moins 3 (trois) administrateurs désignés sur une liste d'au moins 6 (six) candidats proposés par le Fondateur (au sens du Pacte d'actionnaires) par avis écrit adressé à la Société, renseignant le nom et les coordonnées des candidats.

Les Investisseurs (au sens du Pacte d'actionnaires) et le Fondateur, (au sens du Pacte d'actionnaires) exerceront leurs droits de vote afin d'assurer que le conseil d'administration soit nommé conformément aux stipulations susmentionnées, et que la composition du conseil d'administration reste conforme aux stipulations susmentionnées.

Par dérogation à la clause susmentionnée, si la Société ne compte qu'un actionnaire unique, elle pourra être gérée par un administrateur unique qui exercera les pouvoirs d'un conseil d'administration.

L'administrateur ne devra pas nécessairement être actionnaire de la Société. Les administrateurs seront nommés pour une période maximale de six ans, renouvelable sans limite, par résolution approuvée par un ou plusieurs actionnaires détenant plus de cinquante pour cent du capital social de la Société. La rémunération du ou des administrateurs (s'il y a lieu) sera fixée selon les mêmes modalités.

En cas de vacance d'un poste au sein du conseil d'administration, les administrateurs restants pourront coopter un autre administrateur conformément aux dispositions légales et ce, jusqu'à la prochaine assemblée des actionnaires.

Tout administrateur pourra être révoqué à tout moment, avec ou sans motif, par voie de résolution approuvée par un ou plusieurs actionnaires détenant plus de cinquante pour cent du capital social de la Société.

Art. 12. Pouvoirs des administrateurs. Le conseil d'administration sera investi des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social de la Société. Tous les pouvoirs non ex-

pressément réservés de par la Loi ou les Statuts à l'actionnaire unique, ou en cas de pluralité d'actionnaires, à l'assemblée générale des actionnaires, relèvent de la compétence du conseil d'administration.

La Société se trouvera engagée par la seule signature de son administrateur unique, ou en cas de pluralité d'administrateurs, par la signature conjointe d'au moins deux administrateurs de type A et d'un administrateur de type C.

Le conseil d'administration pourra, en tant que de besoin, déléguer ses pouvoirs relativement à certaines tâches spécifiques à un ou à plusieurs agents ad hoc qui ne devront pas nécessairement être actionnaire(s) ou administrateur(s) de la Société. Le conseil d'administration déterminera les pouvoirs et la rémunération (s'il y a lieu) du mandataire, et la durée de son mandat ainsi que toute autre condition pertinente.

La gestion quotidienne des affaires de la Société et le pouvoir de représentation de la Société à cet égard pourront être délégués à un ou à plusieurs administrateurs, dirigeants et/ou mandataires, qui ne devront pas nécessairement être actionnaires de la Société.

Art. 13. Conseil d'administration. Le conseil procédera à l'élection, en son sein, d'un président qui présidera toutes les réunions du conseil d'administration. En cas d'absence du président, le conseil d'administration sera présidé par un administrateur présent et nommé à cette fin.

Le conseil d'administration pourra également nommer un secrétaire qui ne devra pas nécessairement être administrateur ou actionnaire de la Société et qui sera responsable de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil.

Le conseil d'administration se réunira au Grand-Duché de Luxembourg au moins une fois l'an.

Le conseil d'administration se réunira sur convocation du président ou sur demande de deux administrateurs.

Une convocation indiquant l'ordre du jour, l'horaire et le lieu sera adressée à tous les administrateurs au moins 72 heures avant la date et l'heure fixées pour la tenue de ladite réunion, sauf si les administrateurs renoncent aux formalités de convocation ou lorsque tous les administrateurs seront présents ou représentés.

Tout administrateur pourra se faire représenter lors d'une réunion en désignant par écrit ou par tout autre moyen approprié de télécommunication un autre administrateur à qui il donnera procuration. Un administrateur pourra représenter plus d'un administrateur.

Tous les administrateurs pourront participer à la réunion par téléphone, vidéoconférence ou par tout autre moyen approprié de télécommunication initié à partir du Luxembourg et permettant à tous les administrateurs participant à la réunion de communiquer ensemble simultanément. Cette forme de participation sera réputée équivalente à une participation en personne.

Une réunion du conseil d'administration sera dûment constituée à toutes fins si au moins la moitié du nombre total des administrateurs, dont au moins deux administrateurs de type A et un administrateur de type C, est présente en personne ou par procuration au début de la réunion.

Les décisions du conseil d'administration seront valablement adoptées par une résolution approuvée lors d'une réunion dûment constituée du conseil d'administration de la Société par le vote affirmatif d'au moins la moitié des administrateurs présents et représentés qui ont voté et ne se seront pas abstenus.

En cas de partage des voix, la voix du président sera prépondérante.

Les délibérations du conseil d'administration seront consignées dans des procès-verbaux signés par le président ou par deux administrateurs.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux seront signés par le président ou par deux administrateurs.

Art. 14. Responsabilité des administrateurs. Aucun administrateur ne sera personnellement tenu des engagements valablement pris par ce dernier au nom de la Société conformément aux présents Statuts, dans le cadre de ses fonctions d'administrateur de la Société.

Section IV - Actionnaires

Art. 15. Actionnaire unique. Un actionnaire unique exercera seul les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des actionnaires conformément à la loi.

Art. 16. Assemblées générales. Les assemblées générales d'actionnaires pourront être convoquées par le conseil d'administration ou, à défaut, par le commissaire aux comptes ou, à défaut, par le conseil de surveillance éventuel ou, à défaut, par un ou plusieurs actionnaires détenant plus de cinquante pour cent du capital social de la Société.

Les avis de convocation à une assemblée générale, indiquant l'ordre du jour, la date, l'heure et le lieu de tenue de l'assemblée, devront être adressés à chaque actionnaire enregistré au moins huit jours avant la date fixée de l'assemblée.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés à l'assemblée générale et affirment avoir été dûment informés de l'ordre du jour de celle-ci, l'assemblée pourra être tenue sans convocation préalable.

Tout actionnaire pourra nommer, par tout moyen écrit (notamment par lettre, télécopie ou courriel), un tiers comme mandataire pour se faire représenter et agir à toute assemblée générale. Ledit tiers ne devra pas nécessairement être actionnaire de la Société.

Les résolutions de l'assemblée générale des actionnaires seront valablement adoptées par le vote de la majorité des actionnaires présents ou représentés et ayant un droit de vote.

Cependant les assemblées générales des actionnaires convoquées pour modifier les Statuts (assemblées générales extraordinaires) ne délibéreront valablement que si plus de 50% (cinquante pour cent) du capital social de la Société est représenté. Si le quorum n'est pas atteint lors d'une première assemblée, les actionnaires seront convoqués par lettre recommandée à une seconde assemblée.

Lors de cette deuxième assemblée, les résolutions seront valablement adaptées quelle que soit la portion du capital représenté.

Toutefois, les résolutions relatives à une modification des statuts ne seront adoptées en première ou deuxième assemblée que par résolution prise par au moins deux tiers des votes des actionnaires présents ou représentés ayant voté et ne s'étant pas abstenus ou dont le vote n'est pas nul, étant entendu qu'aux termes de l'article 7 des statuts, tant que % (un quart) des Actions privilégiées de Catégorie A et de Catégorie B sera en circulation, le consentement des détenteurs d'au moins 50% des Actions privilégiées de Catégorie A et de Catégorie B en circulation au moment donné sera requis pour la modification des Statuts, dans la mesure où les droits des détenteurs d'Actions privilégiées de Catégorie A et de Catégorie B s'en trouveraient lésés.

Une assemblée générale se tiendra annuellement au Grand-Duché de Luxembourg, au siège social de la Société ou à tout autre lieu indiqué dans la convocation, le troisième jeudi du mois de juin ou le jour ouvré suivant si ce jour est un jour férié.

Section V - Exercice social - Comptes sociaux - Bénéfices - Audit

Art. 17. Exercice. L'exercice social de la Société commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Art. 18. Comptes annuels. Chaque année, à la fin de l'exercice social, le conseil d'administration dressera un bilan et un compte de résultats, conformément à la Loi, avec un inventaire en annexe, le tout constituant les comptes annuels qui seront ensuite soumis à l'approbation des actionnaires.

Art. 19. Bénéfices. Tout solde positif du compte de résultats après déduction des dépenses, coûts, amortissements, charges et provisions, tel qu'approuvé par les actionnaires, constitue le bénéfice net de la Société.

Chaque année, cinq pour cent du bénéfice net sera affecté à la réserve légale de la Société. Cette affectation cessera d'être obligatoire lorsque la réserve légale aura atteint au moins un dixième du capital social, mais redeviendra obligatoire si, à un quelconque moment, la réserve légale devait être inférieure à ce montant et ce, pour quelque motif que ce soit.

Après affectation à la réserve légale, un dividende préférentiel et non cumulatif équivalant à 8 % du Montant investi (au sens du Pacte d'actionnaires) par Action privilégiée de catégorie A et de Catégorie B sera versé aux détenteurs d'Actions privilégiées de catégorie A et de Catégorie B, sous réserve de la déclaration dudit dividende par le conseil d'administration.

Le solde du bénéfice sera affecté par résolution approuvée par le vote affirmatif d'un ou de plusieurs actionnaires détenant plus de cinquante pour cent du capital social de la Société, décidant de sa distribution proportionnelle aux détenteurs d'actions d'apport et d'actions ordinaires, de son report ou de son affectation à une réserve distribuable.

Art. 20. Acomptes sur dividende. Nonobstant ce qui précède, le conseil d'administration pourra décider, conformément à la loi, de verser des acomptes sur dividende avant la clôture de l'exercice en cours, sur la base d'un état comptable établi par le conseil d'administration et faisant état de fonds suffisants disponibles pour procéder à une distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne pourra excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminué des pertes reportées et des sommes à affecter à une réserve établie conformément à la Loi ou aux Statuts.

Art. 21. Audit. La surveillance de la Société sera confiée à un commissaire ou, suivant le cas, à un conseil de surveillance comprenant plusieurs commissaires aux comptes.

Le commissaire ne devra pas nécessairement être actionnaire de la Société.

Le commissaire devra être nommé par voie de résolution approuvée par un ou plusieurs actionnaires détenant plus de cinquante pour cent du capital social de la Société, et son mandat expirera à la date de la prochaine assemblée générale annuelle des actionnaires suivant sa nomination. Toutefois, sa nomination pourra être renouvelée lors de l'assemblée générale des actionnaires.

Sous réserve de la satisfaction des conditions de l'article 35 de la «loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises», la Société confiera le contrôle de ses comptes annuels à un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés nommés par l'assemblée générale des actionnaires. L'assemblée générale des actionnaires pourra cependant nommer à tout moment un réviseur d'entreprises agréé.

En cas de nomination d'un ou de plusieurs réviseurs d'entreprises agréés, il pourra être renoncé à la désignation d'un commissaire.

Section VI - Dissolution - Liquidation

Art. 22. Dissolution. La dissolution de la Société sera assurée par l'actionnaire unique, ou en cas de pluralité d'actionnaires, par l'assemblée générale des actionnaires par voie de résolution adoptée à la même majorité que celle requise en matière de modification des statuts.

Art. 23. Liquidation. La liquidation de la Société sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs désignés par l'actionnaire unique ou, en cas de pluralité d'actionnaires, lors d'une assemblée générale des actionnaires par voie de résolution approuvée par le ou les actionnaires à la même majorité que celle requise pour la modification des Statuts ou du capital de la Société. L'actionnaire unique ou la résolution (le cas échéant) devront également fixer les pouvoirs et la rémunération du ou des liquidateurs. Les détenteurs d'Actions privilégiées de catégorie A et de Catégorie B bénéficieront d'un droit préférentiel de remboursement de l'apport en contrepartie duquel les Actions privilégiées de catégorie A et de Catégorie B auront été émises.

A la clôture de la liquidation, les actifs de la Société seront affectés à l'actionnaire unique ou, en cas de pluralité d'actionnaires, aux détenteurs d'actions ordinaires et des Actions d'apport au prorata du nombre d'actions détenues.»

Estimation des coûts

Les coûts, frais, taxes et charges sous quelque forme que ce soit, devant être supportés par la Société ou devant être payés par celle en rapport avec son augmentation de capital, ont été estimés approximativement à trois mille cinq cents euros (3.500.- EUR).

Le montant de l'augmentation du capital social est évalué à cinq cent cinquante-cinq mille cent vingt-neuf euros et vingt-six cents (555.129,26 EUR).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que sur demande des comparants, cet acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française; à la requête des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: B. Akhertous, C. Petit, R. Thill et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 15 avril 2013. LAC/2013/17278. Reçu soixante-quinze euros (75.- €)

Le Receveur ff. (signé): Carole Frising.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 avril 2013.

Référence de publication: 2013051313/1264.

(130062952) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2013.

Luxinva S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 2, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 128.373.

En date du 1^{er} Avril 2013, l'actionnaire:

- A pris acte de la démission de M. Robert van't Hoeft de son poste d'administrateur avec effet au 1^{er} Avril 2013;
- A pris acte de la démission de M. Martinus Cornelis Johannes Weijermans de son poste d'administrateur avec effet au 1^{er} Avril 2013;
- A nommé M. Jacob Mudde, né le 14 Octobre 1969 à Rotterdam, Pays-Bas, résidant professionnellement au 46A, Avenue J.F. Kennedy L-1855 Luxembourg, au poste d'administrateur avec effet au 1^{er} Avril 2013 et jusqu'à l'assemblée générale annuelle qui approuvera les comptes de l'année 2012 et qui se tiendra en l'année 2014;
- A nommé de M. Patrick Leonardus Cornelis van Denzen, né le 28 Février 1971 à Geleen, Pays-Bas, résidant professionnellement au 46A, Avenue J.F. Kennedy L-1855 Luxembourg, au poste d'administrateur avec effet au 1^{er} Avril 2013 et jusqu'à l'assemblée générale annuelle qui approuvera les comptes de l'année 2012 et qui se tiendra en l'année 2014.
- A prolongé la durée du mandat jusqu'à l'assemblée générale annuelle qui approuvera les comptes de l'année 2012 des administrateurs suivants:

* M. Hareb Masood Hamad Rashed Al Darmaki

* M. Husain Ali Mohamed Abdulla Al Sayegh

* M. Saeed Musallam Al Mazrouei

* M. Ahmed Mohamed Ghubash S.G. Almerri

* M. Franciscus Willem Josephine Johannes Welman

* M. Daan den Boer

A dater du 1^{er} Avril 2013, le Conseil d'administration est en conséquence composé comme suit:

- M. Jacob Mudde, administrateur;
- M. Franciscus Willem Joséphine Johannes Welman, administrateur;
- M. Patrick Leonardus Cornelis van Denzen, administrateur;
- M. Daan den Boer, administrateur;
- M. Ahmed Mohamed Ghubash S.G. Almerri, administrateur;
- M. Saeed Musallam Al Mazrouei, administrateur;
- M. Husain Ali Mohamed Abdulla Al Sayegh, administrateur;
- M. Hareb Masood Hamad Rashed Al Darmaki, administrateur.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

TMF Luxembourg S.A.

Signatures

Référence de publication: 2013050709/37.

(130061841) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 avril 2013.

Entreprise de Constructions Gerard-Mergen S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8838 Wahl, 23, rue Principale.

R.C.S. Luxembourg B 88.038.

—
DISSOLUTION

L'an deux mille treize, le dix-sept avril.

Par-devant, Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

Monsieur Pascal GERARD, indépendant, né à Luxembourg le 25 mars 1971, demeurant à L-8838 Wahl, 29, rue Principale,

Laquelle partie comparante, (ci-après «l'Associé Unique»), a requis le notaire instrumentant d'acter:

1.- que la société à responsabilité limitée Entreprise de Constructions Gerard-Mergen S. à r.l., ayant son siège social à L-8838 Wahl, 23, rue Principale, a été constituée suivant acte reçu par Maître Paul Bettingen, notaire de résidence à Niederanven, en date du 25 juin 2002, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations numéro 1324 du 12 septembre 2002, modifié en dernier lieu par Maître Paul Bettingen, pré-qualifié, le 16 juillet 2010, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations numéro 1926 du 17 septembre 2010, RCS Luxembourg B numéro 57834 (la «Société»).

2.- que le capital social de la Société s'élève actuellement à DOUZE MILLE CINQ CENTS euros (12.500,- EUR), représenté par CENT (100) parts sociales de CENT VINGT-CINQ euros (125,- EUR) chacune.

3.- que l'Associé Unique, étant le seul propriétaire des parts dont s'agit, prononce par la présente la dissolution anticipée de la société avec effet immédiat et sa mise en liquidation et se désigne en qualité de liquidateur.

4.- que l'Associé Unique déclare avoir parfaite connaissance des statuts et de la situation financière de la Société et requiert du notaire instrumentant d'acter qu'il déclare que tout le passif restant de la Société sera réglé et que le passif en relation avec la clôture de la liquidation est dûment approvisionné; en outre, il déclare que par rapport à d'éventuels passifs de la Société actuellement inconnus et non payés à l'heure actuelle, l'Associé Unique assume irrévocablement l'obligation de payer tout ce passif éventuel; qu'en conséquence tout le passif de la Société est réglé.

5.- que l'actif restant éventuel est réparti à l'Associé Unique.

6.- que l'Associé Unique prononce la clôture de la liquidation et constate que la Société a définitivement cessé d'exister.

7.- que décharge pleine et entière est donnée au gérant en ce qui concerne l'exécution de son mandat.

8.- que les livres et documents de la Société seront déposés pendant cinq ans à L-8838 Wahl, 23, rue Principale.

DONT ACTE, fait et passé à Esch-sur-Alzette, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, ladite personne a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: GERARD, MOUTRIER.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 18/04/2013. Relation: EAC/2013/5152. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): HALSDORF.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 19 avril 2013.

Référence de publication: 2013050546/40.

(130062130) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 avril 2013.

Tremon Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2165 Luxembourg, 26-28, Rives de Clausen.

R.C.S. Luxembourg B 155.274.

L'an deux mille treize,

le dixième jour du mois d'avril.

Par-devant Nous Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à SANEM (Grand-Duché de Luxembourg),

a comparu:

la société «Wealth Assurance AG», une société constituée et existant sous les lois du Liechtenstein, établie et ayant son siège social à FL-9494 Schaan, Landstrasse 126a, immatriculée au Grundbuch- und Öffentlichkeitsregisteramt Fürstentum Liechtenstein sous le numéro FL-0002.244.799-1,

ici représentée par:

Madame Orietta RIMI, employée privée, avec adresse professionnelle au 26-28 Rives de Clausen, L-2165 Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé lui donnée à Schaan (Liechtenstein), le 20 mars 2013.

Ladite procuration signée «ne varietur» par la mandataire de la partie comparante et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle partie comparante, représentée comme il est dit ci-avant, est l'actionnaire unique (l'«Actionnaire») de la société «TREMONT HOLDING S.A.» (la «Société») une société anonyme, établie et ayant son siège social au 26-28, Rives de Clausen, L-2165 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, section B sous le numéro 155 274, constituée suivant acte notarié dressé par le notaire soussigné en date du 24 août 2010, lequel acte fut publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») en date du 15 octobre 2010, sous le numéro 2189 et page 105038 et dont les statuts ne furent jamais modifiés depuis.

Laquelle partie comparante, représentée comme il est dit ci-avant, agissant en sa qualité d'actionnaire unique et représentant ainsi l'intégralité du capital social actuellement fixé à TRENTE ET UN MILLE EUROS (31'000.- EUR) représenté par trois cent dix (310) actions ordinaires d'une valeur nominale de CENT EUROS (100.- EUR) chacune, toutes intégralement libérées, a requis le notaire soussigné d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Actionnaire DECIDE de créer deux (2) catégories d'administrateurs, les administrateurs de la catégorie A et les administrateurs de la catégorie B.

Deuxième résolution

L'Actionnaire DECIDE de confirmer le mandat des actuels administrateurs en fonction, Madame Orietta RIMI et Monsieur Bertrand MICHAUD et de les affecter dans la catégorie B nouvellement créée et DECIDE de même de confirmer que leur mandat se terminera à l'issue de l'assemblée générale annuelle statutaire à tenir en 2016.

Troisième résolution

L'Actionnaire DECIDE d'accepter, avec effet immédiat, la démission de Monsieur Cristian CORDELLA, des ses fonctions d'administrateur de ladite Société et DECIDE de même de lui accorder pleine et entière décharge pour l'accomplissement de son mandat en tant qu'administrateur jusqu'au jour de la tenue de ces résolutions à prendre par l'Actionnaire.

Quatrième résolution

L'Actionnaire DECIDE de nommer aux fonctions de nouvel administrateur de la Société en remplacement du prédit administrateur démissionnaire, la personne suivante:

Monsieur Gianluca CASSINADRI, employé privé, né à Lugano (Suisse), le 16 mai 1969, demeurant Via Rubiana 33e, CH-6925 Gentilino (TI) [Suisse].

Il est encore décidé que le nouvel administrateur, Monsieur Gianluca CASSINADRI, sera affecté dans la catégorie A d'administrateur et son mandat se terminera avec celui de ses deux autres collègues, à l'issue de l'assemblée générale annuelle à tenir en 2016.

Cinquième résolution

Afin de refléter la création des deux catégories A et B d'administrateurs, l'Actionnaire DECIDE de modifier les articles QUATRE (4), premier alinéa et dernier alinéa et CINQ (5), deuxième et troisième alinéas des statuts de la Société, pour leur donner désormais la nouvelle teneur qui suit:

Art. 4. (premier alinéa). «La Société est administrée par un conseil composé de trois (3) membres au moins qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société. Ce conseil d'administration pourra à tout moment être composé de deux (2) catégories d'administrateurs, nommés respectivement «Administrateurs de Catégorie A» et «Administrateurs de Catégorie B».»

Art. 4. (dernier alinéa). «Vis-à-vis des tiers, la Société est engagée en toutes circonstances par les signatures conjointes de deux administrateurs, dont obligatoirement une signature d'un administrateur de catégorie A et une signature d'un administrateur de catégorie B, ou par la signature individuelle d'un délégué du conseil dans les limites de ses pouvoirs. Si toutefois, en application et conformément à l'article 51 de la Loi, la composition du conseil d'administration a été limitée à un membre, la Société se trouve engagée par la signature de son administrateur unique.»

Art. 5. (deuxième et troisième alinéas). «Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée et uniquement si, au moins un Administrateur de Catégorie A et un Administrateur de Catégorie B sont présents ou représentés dans cette majorité. Le mandat entre administrateurs étant admis sans qu'un administrateur ne puisse représenter plus d'un de ses collègues.»

«Toute décision du conseil est prise à la majorité absolue de ses membres, cette majorité devant nécessairement être composée d'au moins un administrateur de catégorie A et d'un administrateur de catégorie B, présents ou représentés. En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion du conseil est prépondérante.»

DONT ACTE, passé à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire de la partie comparante, connue du notaire instrumentaire par nom, prénom usuel, état et demeure, la même mandataire a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: O. RIMI, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 12 avril 2013. Relation: EAC/2013/4925. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2013050234/75.

(130061337) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 avril 2013.

**Tomkins Investments Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Schrader Investments Luxembourg S.à r.l.).**

Siège social: L-2240 Luxembourg, 23-25, rue Notre-Dame.

R.C.S. Luxembourg B 111.624.

Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 28 décembre 2012 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 28 janvier 2013.

Francis KESSELER

NOTAIRE

Référence de publication: 2013053646/14.

(130065373) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2013.

Leeward 2 Private Equity Holding, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 166.155.

EXTRAIT

L'un des associés de la Société, à savoir, Monsieur Michel CASSELMAN, a transféré en date du 19 avril 2013, ses 250 parts sociales à:

- Monsieur Luc KINDT, Ernest Claeslaan 39, B-8820 Torhout, Belgique.

Luxembourg, le 25 avril 2013.

Pour Leeward 2 Private Equity Holding

Société à responsabilité limitée

Référence de publication: 2013053443/15.

(130065781) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2013.